

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-25,0% ▼

44 500 lgts

-22,2% ▼

271 700 lgts

Logements autorisés

Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-22,2% ▼

55 300 lgts

-16,0% ▼

345 300 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

+1,6% ▲

5 215 lgts

-12,2% ▼

17 830 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

-11,9% ▼

29 363 lgts

-5,8% ▼

125 062 lgts

Prix des logements collectifs

Au 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

-3,6% ▼

5 211 €/m²

-1,5% ▼

4 746 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-20,6% ▼

2 432 mill. m²

-9,6% ▼

21 248 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-3,8% ▼

4 256 mill. m²

-6,5% ▼

36 866 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

+0,8% ▲

+1,1% ▲

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

+2,2% ▲

+2,5% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 2^e trimestre 2024 (évol 1an)

=

10,1 semaines

=

14,7 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 3^e trimestre 2024 (évol historique même trimestre)

▼

-27

▼

-23

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à fin mars 2024 (évol 1an), en M€

+31,4% ▲

30,89 M€

+15,2% ▲

465,78 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

	Île-de-France		France	
Travaux Publics				
Activité récente Au 2 ^e trimestre 2024 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)	▼	-10	▼	-8
Prévisions d'activité Pour le 3 ^e trimestre 2024 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)	▼	-1	▼	-1
Camets de commandes Au 2 ^e trim. 2024 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois	+1,9 mois ▲	10,8 mois	+0,7 mois ▲	7,2 mois



Industrie des Matériaux de Construction

	Île-de-France		France	
Industrie des Matériaux de Construction				
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en m3	-19,9% ▼	2 078 076 m3	-13,4% ▼	14 033 986 m3
Production Granulats Production de Granulats entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en milliers de tonnes	-11,0% ▼	2 884 kt	-5,9% ▼	112 778 kt



Appareil de Production

	Île-de-France		France	
Appareil de production				
Emploi				
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an)	-0,2% =	361 283 sal.	-1,3% ▼	1 632 098 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1an)	-1,2% ▼	25 768 ETP	-6,8% ▼	142 305 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-5,9% ▼	34 899 DEFM	-3,4% ▼	195 002 DEFM
Santé des entreprises				
Créations d'entreprises dans la construction Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	+22,3% ▲	5 029 ent.	+9,8% ▲	22 198 ent.
Défaillances d'entreprises de Construction Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	+82,3% ▲	1 028 défaillances	+42,7% ▲	3 738 défaillances



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

UN NOMBRE DE LOGEMENTS COMMENCÉS TOUJOURS EN FORTE BAISSÉ SUR 12 MOIS

Entre juillet 2023 et juin 2024, environ 44 500 logements ont été mis en chantier en Île-de-France, soit 25% de moins par rapport aux 12 mois précédents (juillet 2022 à juin 2023). Cette baisse concerne à la fois les logements individuels et le secteur collectif.

Au cours de la même période, environ 55 300 logements ont été autorisés en région, soit 22,2% de moins que sur les 12 mois précédents. Là encore, cette baisse s'observe quel que soit le type de logement.

MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

44 500 logements

-25,0% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

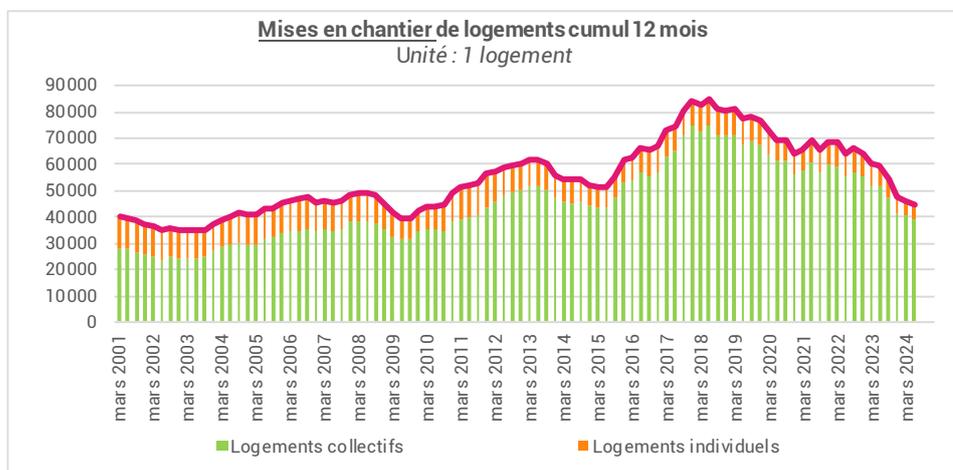
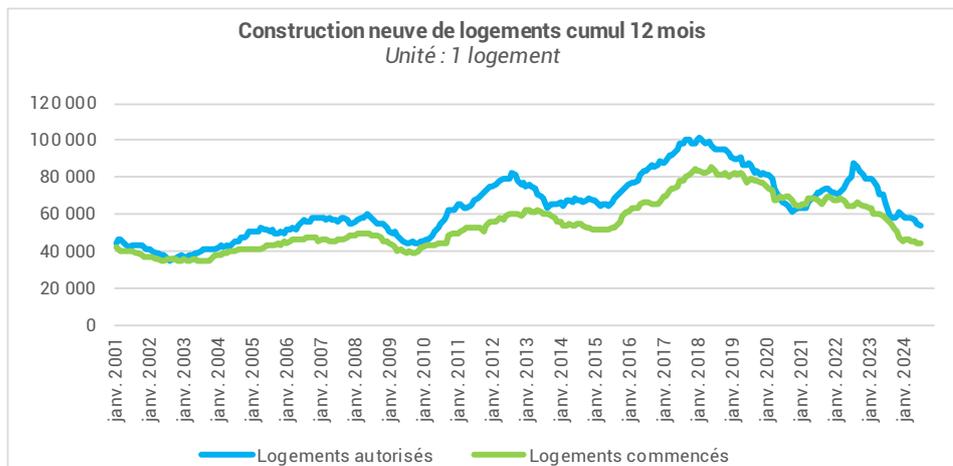
AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

55 300 logements

-22,2% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements commencés	44 500 lgts	-25,0%	▼
Dont individuels purs	3 600 lgts	-34,0%	▼
Dont individuels groupés	2 000 lgts	-10,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	39 000 lgts	-24,7%	▼
Total logements autorisés	55 300 lgts	-22,2%	▼
Dont individuels purs	3 900 lgts	-25,8%	▼
Dont individuels groupés	2 600 lgts	-3,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	48 800 lgts	-22,7%	▼



Avertissements : dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024



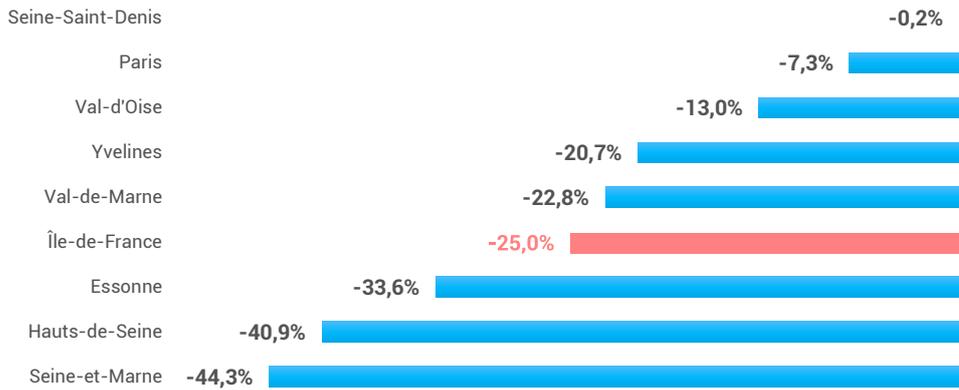
Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements

Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2024

Unité : % d'évolution à 1 an



Une baisse de la construction neuve observée dans la majorité des départements

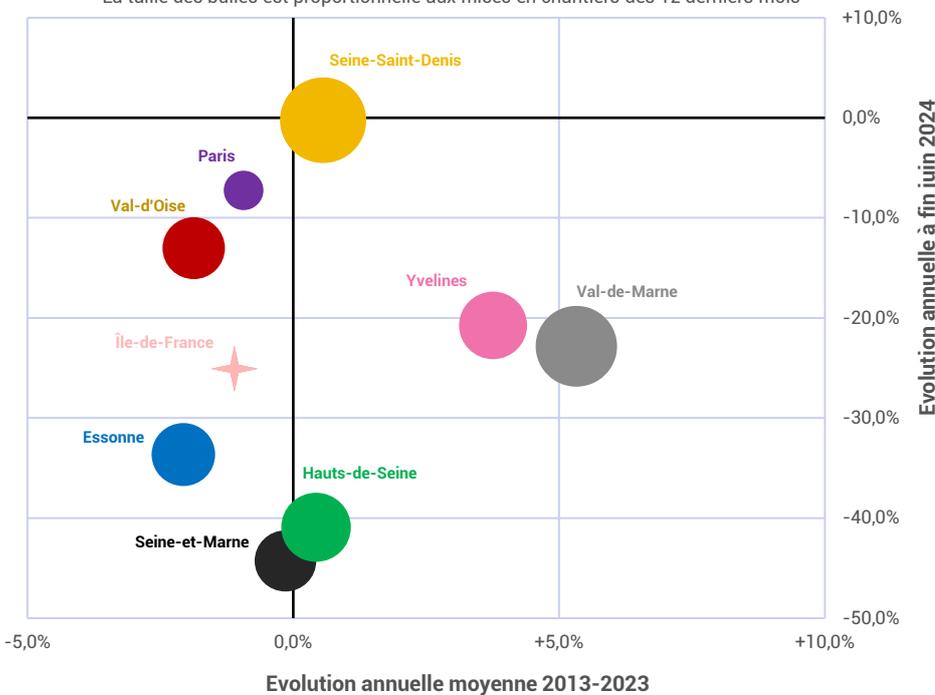
A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés est en baisse sur 12 mois à fin juin 2024 par rapport aux 12 mois précédents (-25%). A l'exception de la Seine-Saint-Denis dont le volume de mises en chantier est relativement stable au cours de cette période (-0,2%), l'ensemble des départements enregistrent une baisse, allant de -7,3% pour Paris à -44,3% pour la Seine-et-Marne.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de logements montrent que malgré de fortes baisses sur les 12 derniers mois, les Yvelines et le Val-de-Marne enregistrent toujours une hausse significative sur la période 2013-2023.

Les mises en chantier de logements

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :
Dans le Val-de-Marne, les mises en chantier de logements cumulées sur 12 mois à fin juin 2024 ont diminué de 22,8% par rapport aux 12 mois précédents. Sur longue période (2013-2023), elles ont augmenté de 5,3% en moyenne par an. La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés entre juillet 2023 et juin 2024.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : DES RÉSERVATIONS QUI TENDENT À SE REDRESSER

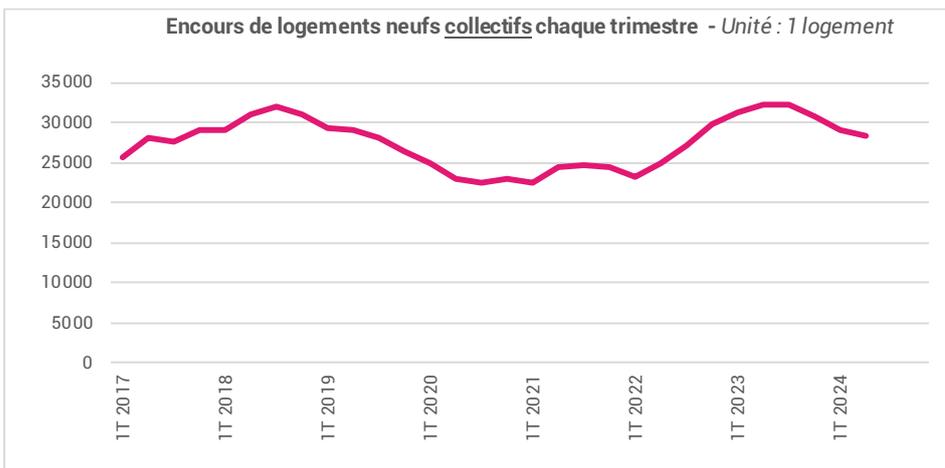
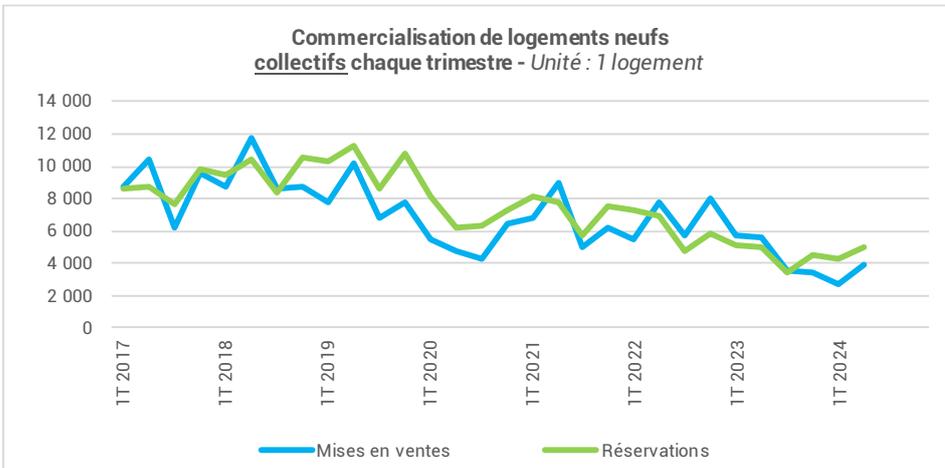
Au 2ème trimestre 2024, les mises en vente de logements **collectifs** destinés à des particuliers ont reculé de 29,2% par rapport au 2ème trimestre 2023 en Île-de-France, représentant 3 959 logements. Les réservations ont quant à elles augmenté au cours de cette même période (5 058 logements, soit +2,1%).

Cumulées sur 12 mois, les réservations ont diminué de 16,8% et les mises en vente de 45,8%.

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin juin 2024 est de 28 246 logements, soit moins qu'à la même période de l'année précédente (-12%).

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus au cours de ce trimestre en région est de 5 211 €/m², soit 3,6% de moins qu'au 2ème trimestre 2023.

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	3 959 lgts	-29,2%	▼
Réservations ⁽²⁾	5 058 lgts	+2,1%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	28 246 lgts	-12,0%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	18,3 mois	-0,9 mois	▼
Prix des logements collectifs	5 211 €/m ²	-3,6%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	13 582 lgts	-45,8%	▼
Réservations	17 285 lgts	-16,8%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	4 134 lgts	-23,4%	▼



RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 2^{ème} TRIM. 2024

17 285 logements

-16,8% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentaient, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS INDIVIDUELS : DES RÉSERVATIONS QUI SE MAINTIENNENT À UN FAIBLE NIVEAU

Au 2ème trimestre 2024, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers ont augmenté de 18,4% en Île-de-France par rapport au 2ème trimestre 2023. Dans le même temps, les réservations ont diminué de 10,8%.

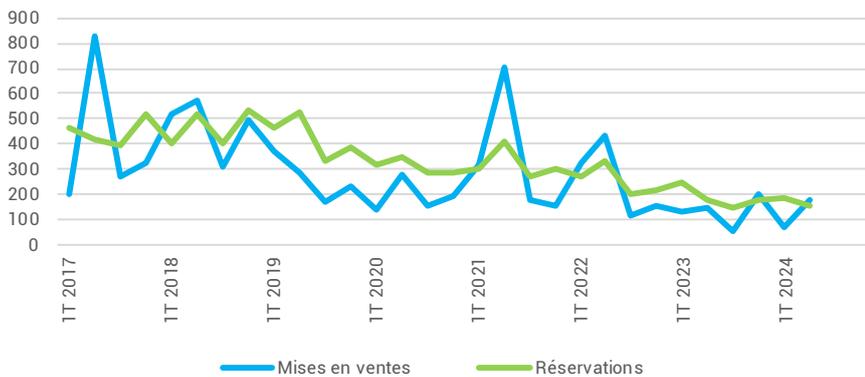
Cumulées sur 12 mois à fin juin 2024, les mises en vente et les réservations sont en baisse par rapport aux 12 mois précédents, respectivement de 10,1% et 20%. Rappelons que ce marché reste anecdotique par rapport au collectif.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin juin 2024, représentant 1 117 maisons, diminue de 9,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

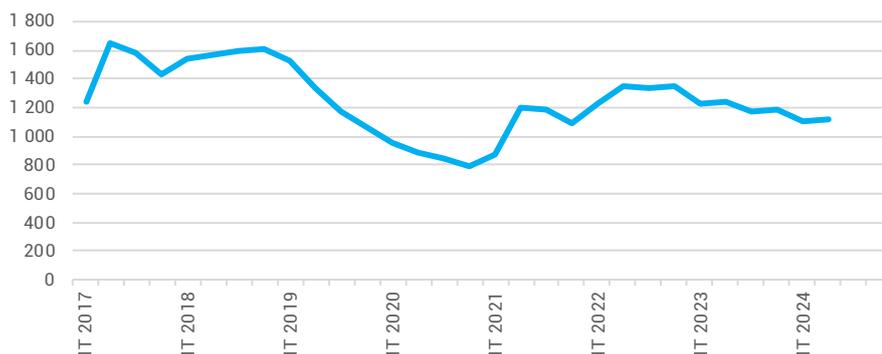
Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 2ème trimestre 2024 en région est de 414 644 €, soit 2,4% de moins qu'au 2ème trimestre 2023.

La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	174 lgts	+18,4%	▲
Réservations ⁽²⁾	157 lgts	-10,8%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 117 lgts	-9,8%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	19,5 mois	+1,8 mois	▲
Prix des logements individuels	414 644 €/lot	-2,4%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	496 lgts	-10,1%	▼
Réservations	669 lgts	-20,0%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	204 lgts	-34,4%	▼

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 2^{ème} TRIM. 2024

669 logements

-20,0% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentaient, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

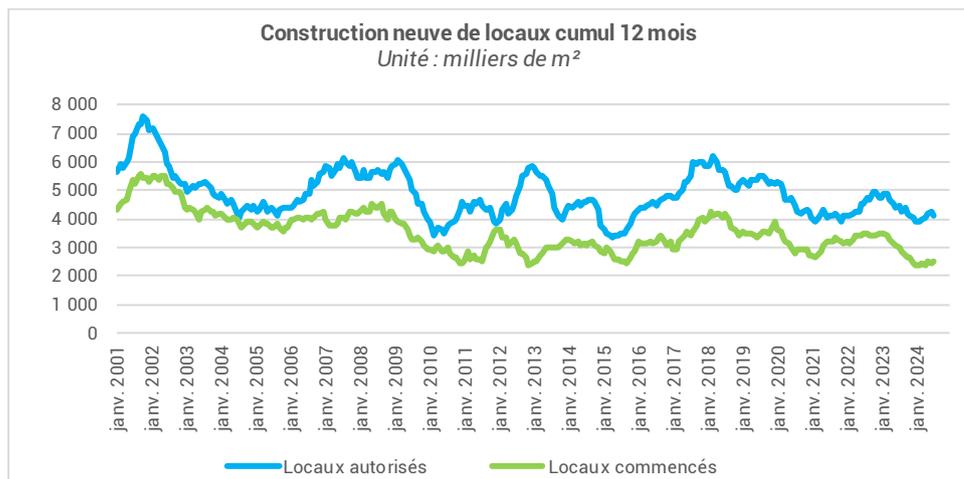
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX TOUJOURS À UN FAIBLE NIVEAU AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

En Île-de-France, entre juillet 2023 et juin 2024, les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élevaient à environ 2,4 millions de m², soit une baisse de 20,6% par rapport aux 12 mois précédents (juillet 2022-juin 2023).

Dans le même temps, les surfaces autorisées ont diminué de 3,8%, représentant moins de 4,3 millions de m².

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 432 mill. m ²	-20,6%	▼
Total locaux autorisés	4 256 mill. m ²	-3,8%	▼



MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

2 432 milliers de m²

-20,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

4 256 milliers de m²

-3,8% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE BAISSÉ DES MISES EN CHANTIER QUI CONCERNE L'ENSEMBLE DES SEGMENTS, EXCEPTÉ LE SECTEUR PUBLIC ET LES BÂTIMENTS INDUSTRIELS

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont diminué de 20,6% sur 12 mois à fin juin 2024 par rapport aux 12 mois précédents. Cette tendance s'observe sur tous les segments, excepté celui des bâtiments publics (+8,8%) et celui des locaux industriels (+36,4%).

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles ont globalement diminué de 3,8% en cumul sur 12 mois à fin juin 2024 par rapport aux 12 mois précédents. Parmi les segments de marché les plus importants, c'est celui des bureaux qui est le plus impacté (-25,5%). A l'opposé, s'agissant du secteur privé, le segment des autres types de bâtiments (hébergements hôteliers et artisanat) a progressé (+24,5%), le secteur public également (+24%).

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	2 432 mill. m²	-20,6%	▼
Bâtiments agricoles	57 mill. m²	-42,4%	▼
Secteur privé non agricole	1 615 mill. m²	-28,8%	▼
Dont locaux industriels	330 mill. m ²	+36,4%	▲
Dont commerces	241 mill. m ²	-28,2%	▼
Dont bureaux	559 mill. m ²	-33,0%	▼
Dont entrepôts	352 mill. m ²	-38,4%	▼
Dont autres locaux	133 mill. m ²	-52,9%	▼
Secteur public	760 mill. m²	+8,8%	▲

MISES EN CHANTIER

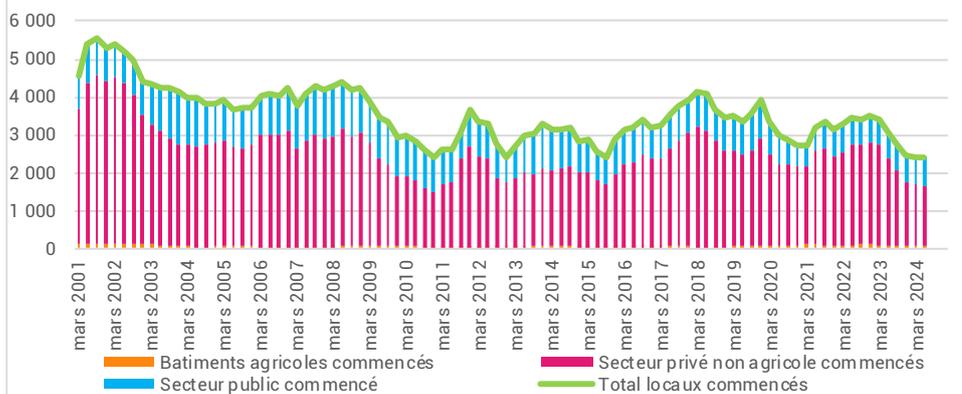
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

2 432 milliers de m²

-20,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Mises en chantier de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 256 mill. m²	-3,8%	▼
Bâtiments agricoles	102 mill. m²	-29,9%	▼
Secteur privé non agricole	2 933 mill. m²	-11,0%	▼
Dont locaux industriels	460 mill. m ²	-18,6%	▼
Dont commerces	429 mill. m ²	-9,6%	▼
Dont bureaux	754 mill. m ²	-25,5%	▼
Dont entrepôts	816 mill. m ²	-5,4%	▼
Dont autres locaux	474 mill. m ²	+24,5%	▲
Secteur public	1 220 mill. m²	+24,0%	▲

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN JUIN 2024

4 256 milliers de m²

-3,8% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



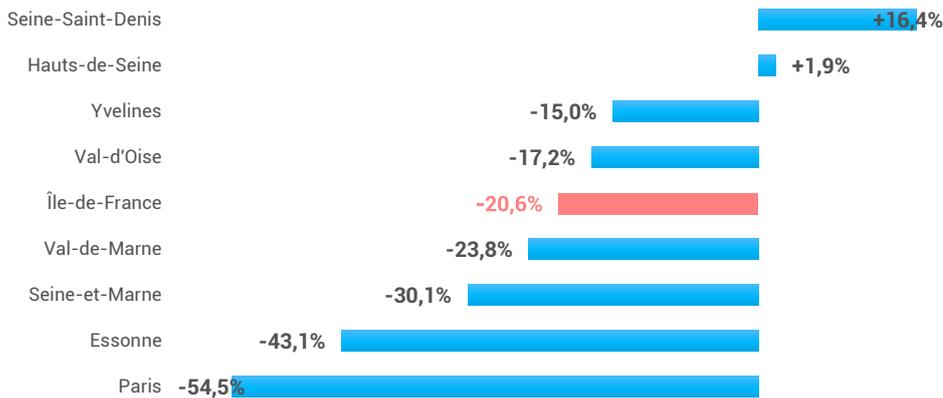
Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements

Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2024

Unité : % d'évolution à 1 an



Une baisse de la construction neuve de locaux enregistrée dans la majorité des départements

En cumul sur 12 mois à fin juin 2024, les surfaces commencées ont diminué de 20,6% en moyenne sur l'ensemble de la région par rapport aux 12 mois précédents.

Seul le département de la Seine-Saint-Denis et, dans une moindre mesure, celui des Hauts-de-Seine ont enregistré une hausse au cours de cette période (respectivement +16,4% et +1,9%).

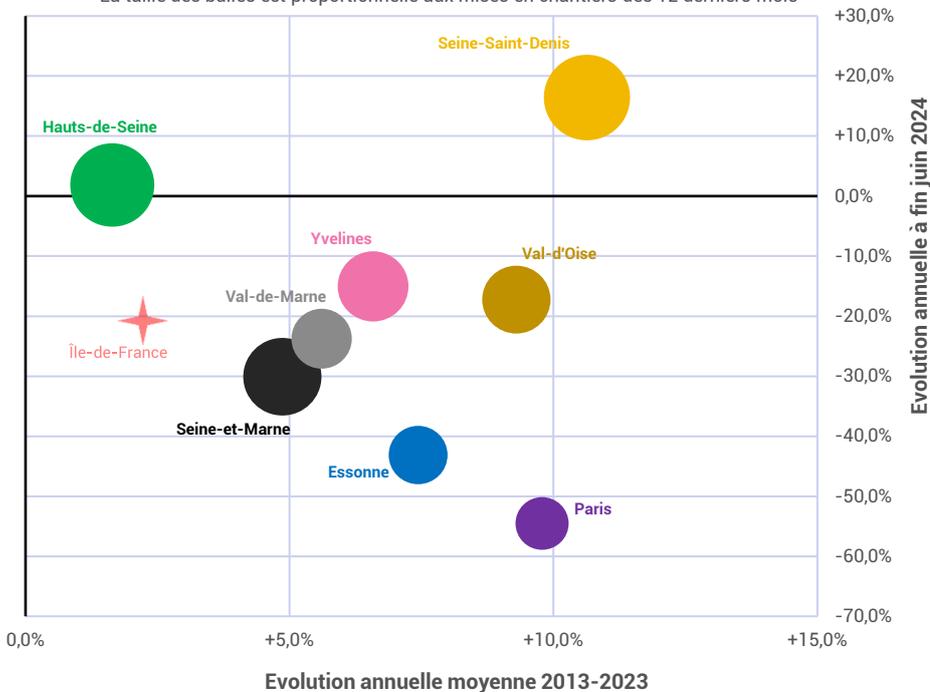
Ainsi ces départements affichent à la fois des augmentations sur 12 mois et en moyenne longue période (2013-2023).

Sur les autres territoires, les mises en chantier sont en recul sur les 12 derniers mois, avec des baisses allant de 15% dans les Yvelines à 54,5% à Paris.

Les mises en chantier de locaux

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier cumulées sur 12 mois à fin juin 2024 sont en hausse de 16,4% par rapport aux 12 mois précédents. Elles sont également en hausse sur longue période (2013-2023), de 10,6% par an en moyenne.

La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées entre juillet 2023 et juin 2024.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources : SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

UNE ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION DES BÂTIMENTS EN LÉGÈRE HAUSSE AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

Au 2ème trimestre 2024, 65% des professionnels du Bâtiment franciliens jugent leur situation économique actuelle bonne (61%) ou très bonne (4%) en entretien-rénovation. Il s'agit une nouvelle fois du taux de satisfaction le plus faible enregistré en France

Au cours de ce trimestre, le volume d'activité des entreprises de Bâtiment franciliennes pour des travaux d'entretien-rénovation est en légère hausse par rapport au 2ème trimestre 2023 (+0,8%). Cette évolution s'avère ce trimestre moins en retrait que les trimestres précédents comparée à la moyenne nationale (+1,1%). L'Île-de-France fait partie des 5 régions enregistrant une hausse inférieure à 1%, et se situe devant les Hauts-de-France (+0,5%).

En valeur, l'activité augmente de 2,2% en région (+2,5% en France).

La hausse de l'activité se révèle portée par le segment des bâtiments non résidentiels (+3,2% en Île-de-France) alors que le segment des logements reste stable (-0,1%).

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	2ème trimestre 2024 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	-0,1%	=
France	+0,1%	=
De bâtiments non résidentiels		
Île-de-France	+3,2%	▲
France	+3,7%	▲

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

UN MARCHÉ PLUS SPÉCIFIQUE DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE QUANT À LUI RELATIVEMENT STABLE

Au 2ème trimestre 2024, le volume d'activité plus spécifique de rénovation énergétique ne suit pas l'évolution globale de l'activité d'entretien-rénovation en région : -0,4% par rapport au 2ème trimestre 2023 (contre +0,4% en France).

L'Île-de-France et les Hauts-de-France sont les seules régions à enregistrer une baisse. Les Pays de la Loire et la Bretagne sont les régions observant les plus fortes progressions (respectivement +1,6% et +2%).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 2ÈME TRIM. 2024

+0,8% ▲

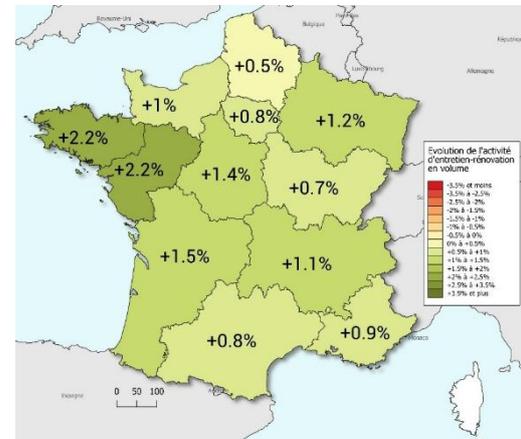
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 2ÈME TRIM. 2024

+2,2% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 2ÈME TRIM. 2024

-0,4% =

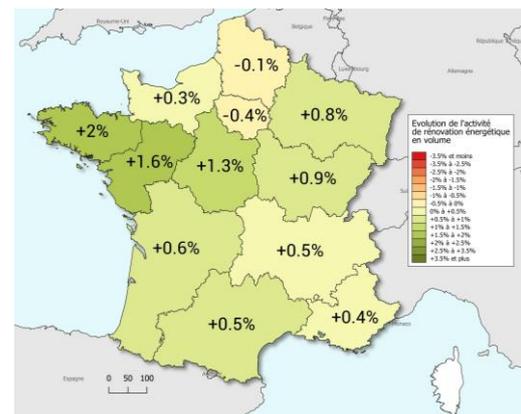
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 2ÈME TRIM. 2024

+1,0% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



CARNETS DE COMMANDES

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES RELATIVEMENT STABLE

A la fin du 2ème trimestre 2024, les carnets de commandes s'établissent à une moyenne de 10,1 semaines de travaux prévus en Île-de-France, soit au même niveau qu'au trimestre précédent. La disparité demeure forte entre les régions : l'Île-de-France s'affiche toujours en retrait par rapport à la moyenne nationale (14,7 semaines), alors qu'à l'opposé le niveau atteint 19 semaines en Nouvelle-Aquitaine.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS FRANCILIENS TOUJOURS PESSIMISTES QUANT AU NIVEAU D'ACTIVITÉ À VENIR

Pour le 3ème trimestre 2024, seuls 13% des professionnels du Bâtiment franciliens s'attendent à une hausse de leur activité en entretien-rénovation alors qu'ils sont 40% à prévoir une légère (23%) voire une forte (17%) baisse.

Ainsi, le solde d'opinion quant au niveau d'activité à venir s'établit à -27, soit en deçà de la moyenne observée sur longue période pour ce trimestre de l'année.

A l'échelle nationale, le solde d'opinion quant au niveau d'activité attendu au 3ème trimestre 2024 s'établit en moyenne à -23 et se révèle négatif sur l'ensemble des régions.

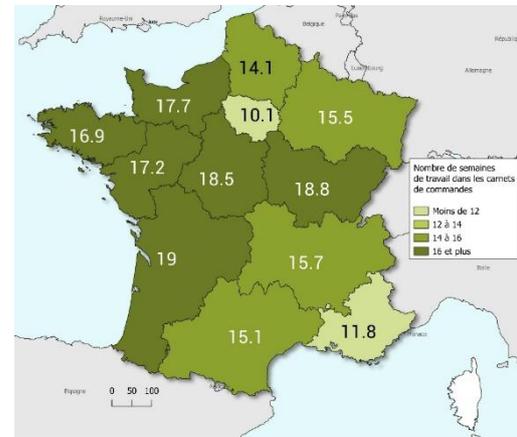
Ainsi, quelle que soit le territoire, la part d'entreprises anticipant une baisse est nettement supérieure à la part d'entreprises prévoyant une hausse, le solde d'opinion s'étalant de -30 en Occitanie à -13 en Bretagne.

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

10,1 =
(ÉVOLUTION 1 TRIM.)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 2ème trimestre 2023

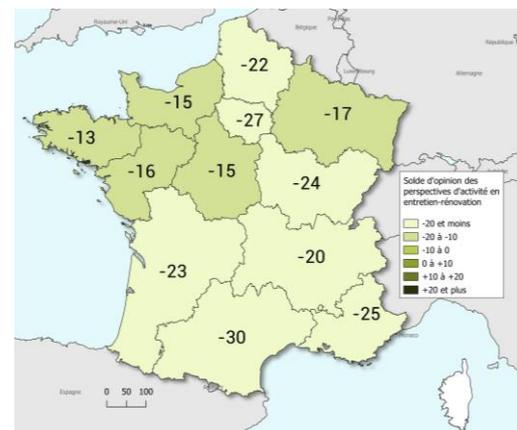


Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 3^{ème} TRIMESTRE 2024

-27 ▼
(ÉVOLUTION MOY. TRIM. ANNÉES PRÉC.)

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 3ème trimestre 2024



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *



Bâtiment - Entretien-rénovation

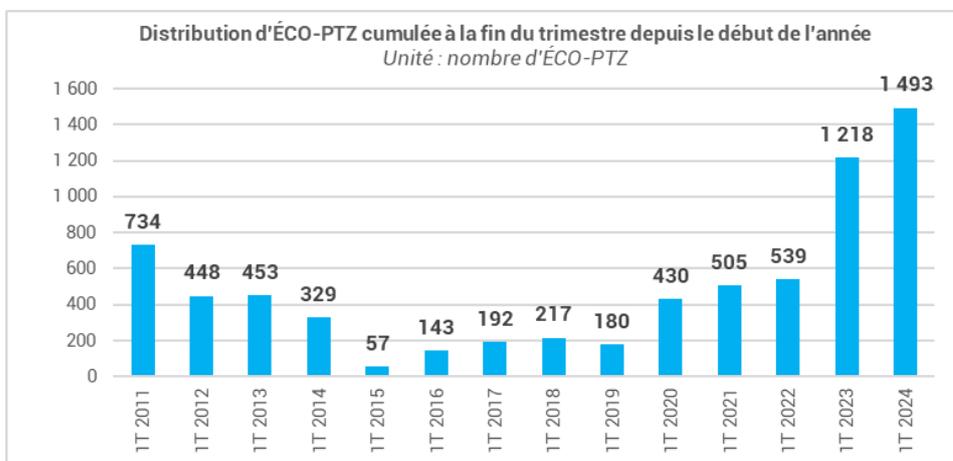
Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

LE NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS POURSUIT SA HAUSSE

Au cours du 1er trimestre 2024, 1 493 éco-PTZ ont été distribués en Île-de-France, soit 22,6% de plus qu'au 1er trimestre 2023. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ ont représenté un volume de près de 31 M€, soit 31,4% de plus sur un an.

Les différentes mesures mises en place par le gouvernement ont permis d'accélérer la mise en œuvre de ce dispositif depuis 2023.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	1 ^o trimestre 2024 - Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	30,89 M€	+31,4%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 493 ÉCO-PTZ	+22,6%	▲



UN NOMBRE DE PTZ+ DÉLIVRÉS EN NET RECUL

1 260 PTZ+ ont été accordés pour l'achat d'un logement neuf francilien au 1er trimestre 2024, soit 15,6% de moins qu'au 1er trimestre 2023.

Sur un volume bien moindre, la tendance est inverse dans l'ancien : +36,5% au cours de cette même période, soit 71 prêts accordés.

Prêts à 0% PTZ+	1 ^o trimestre 2024 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	1 260	-15,6%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	71	+36,5%	▲

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

AU 1^{er} TRIMESTRE 2024

30,89 M€

+31,4% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024

1 260 prêts

-15,6% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)



ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS MITIGÉS QUANT À LEUR ACTIVITÉ À VENIR

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 2ème trimestre 2024 est moins bon qu'en moyenne longue période sur ce trimestre de l'année (-10). Il y a donc toujours davantage d'entreprises considérant que leur activité était en baisse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse.

Le solde d'opinion quant aux perspectives d'activité au 3ème trimestre 2024 est de -1, soit moins qu'en moyenne sur cette période de l'année mais au même niveau par rapport à la moyenne nationale.

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prévisions d'activité pour le 3° trimestre 2024	-1	▼
Activité récente du 2° trimestre 2024	-10	▼

ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

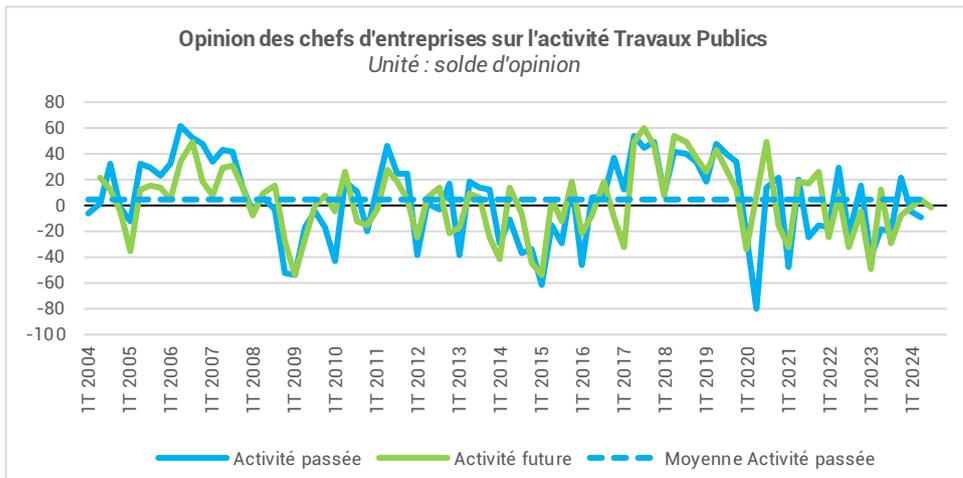
-10 ▼
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE*)

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

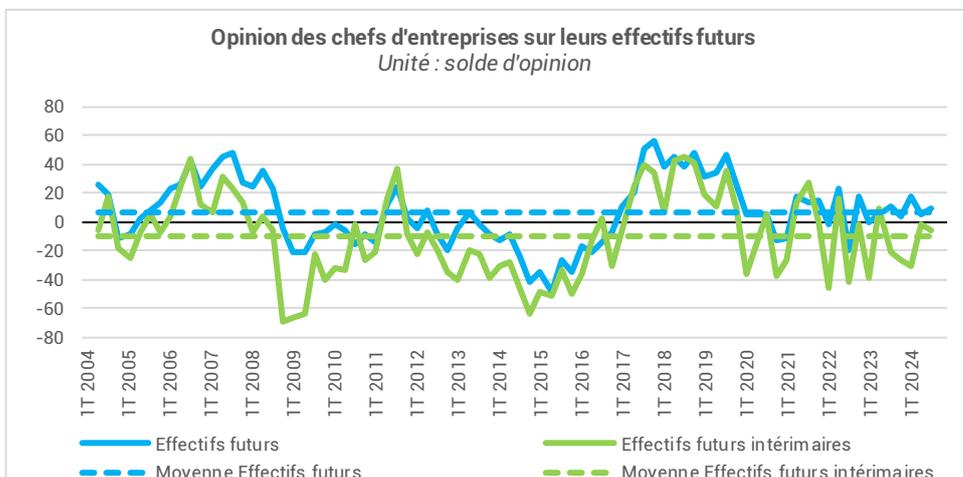
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

POUR LE 3^{ème} TRIM. 2024

-1 ▼
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE*)



Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

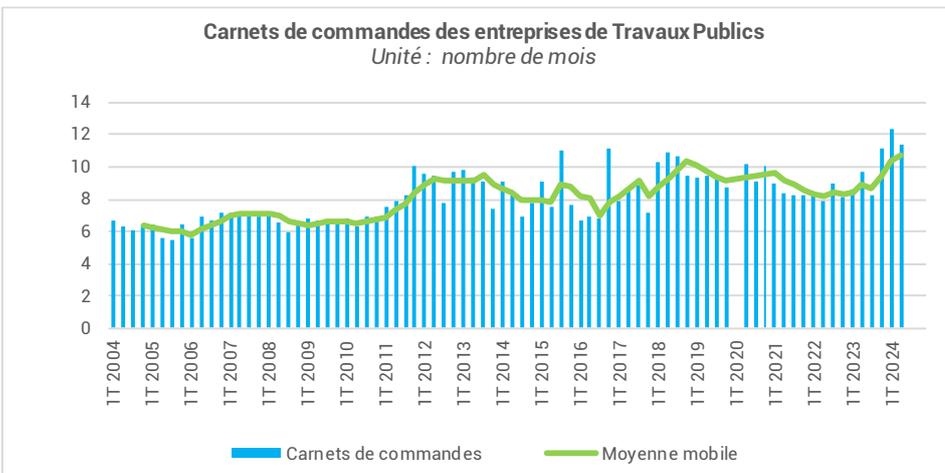
Opinion des chefs d'entreprises

HAUSSE DES CARNETS DE COMMANDES MAIS AUSSI DES DÉLAIS DE PAIEMENT

S'agissant des carnets de commandes, à fin juin 2024, ils s'établissaient à 10,8 mois en moyenne sur 12 mois, en hausse de près de 2 mois par rapport à la moyenne des 12 mois précédents. S'agissant des délais de paiement, avec un solde d'opinion à 39, les entreprises considérant qu'ils ont augmenté sont plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont diminué. Concernant les prix pratiqués, les soldes d'opinion sont meilleurs par rapport à leur niveau moyen sur cette période de l'année, mais ils restent cependant négatifs, les entrepreneurs restant plus nombreux à ressentir et à anticiper une baisse des prix.

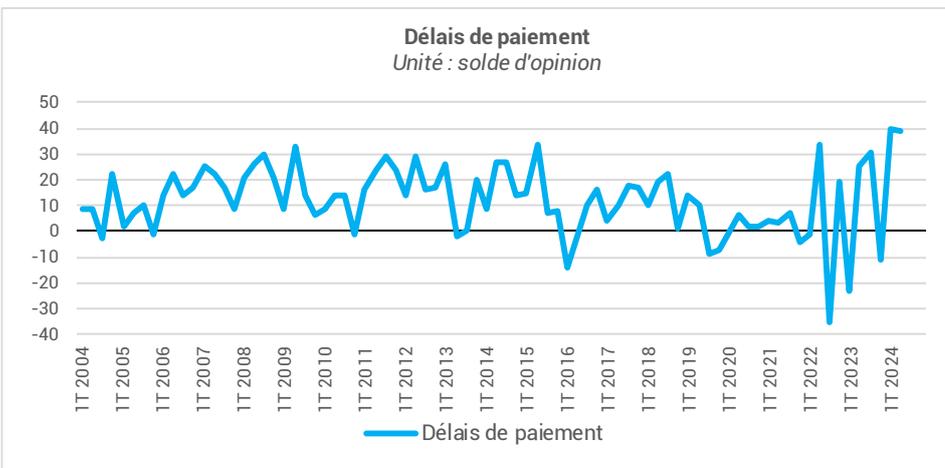
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	10,8 mois	+1,9 mois	▲



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	2° trimestre 2024 - Evol. hist.même trim.	
Délais de paiement	+39	▲



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prix pratiqués pour le 3° trimestre 2024	-9	▲
Prix pratiqués au 2° trimestre 2024	-7	▲

CARNET DE COMMANDES OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

+1,9 mois ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

DÉLAIS DE PAIEMENT OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

+39 ▲

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

PRIX PRATIQUÉS OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

-7 ▲

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ». Évolution par rapport à la moyenne de longue période

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

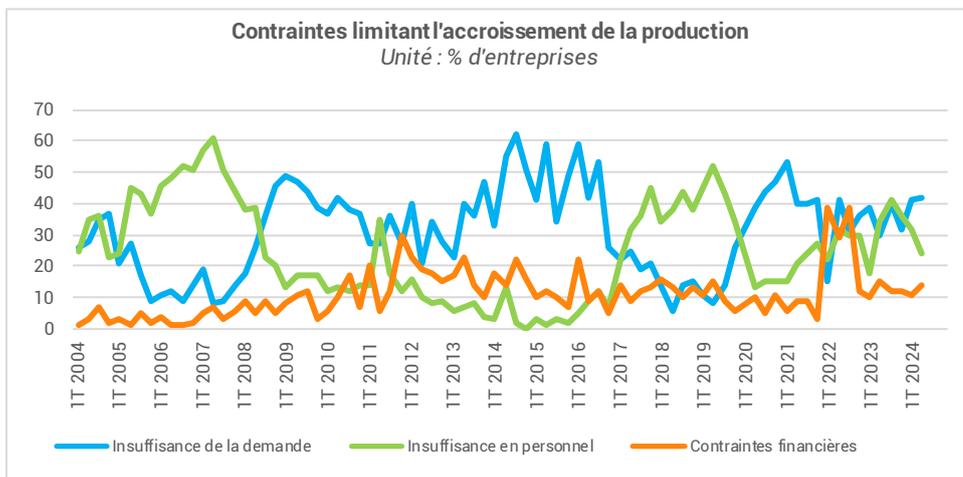
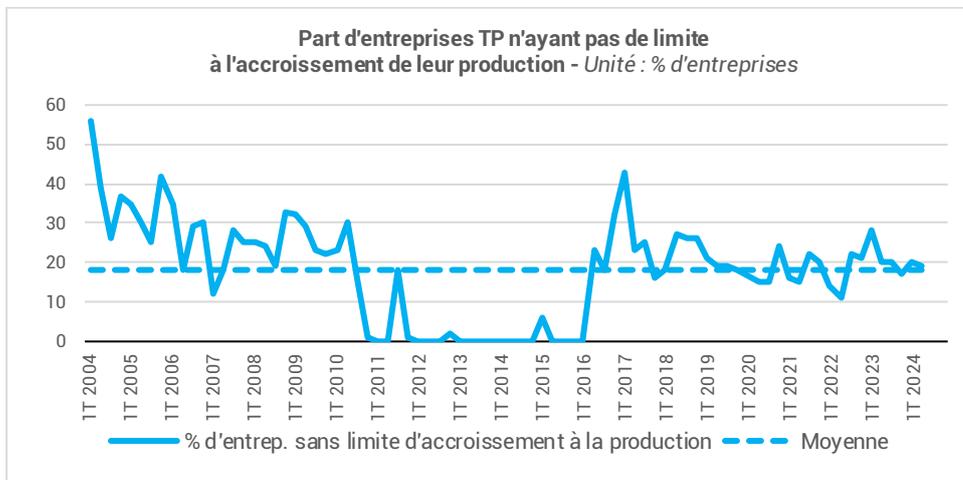
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE COMME PRINCIPAL FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

Au 2ème trimestre 2024, 19% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion équivalente à celle observée à la même période l'année précédente.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, les contraintes sont liées à l'insuffisance de la demande pour 42% d'entre elles (soit 12 points de plus qu'au 2ème trimestre 2023). L'insuffisance de personnel apparaît comme un frein moins important qu'un an auparavant (pour 24% des entreprises, soit -10 points).

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	19%	- 1 pt	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	42%	+12 pts	▲
Insuffisance en personnel	24%	-10 pts	▼
Contraintes financières	14%	- 1 pt	=
Conditions climatiques	13%	+9 pts	▲
Insuffisance de matériel	5%	+ 1 pt	=
Autres facteurs	6%	+4 pts	▲



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

UNE BAISSÉ IMPORTANTE DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La production de BPE au cours du mois de mai 2024, représentant 389 804 m³, diminue de 21,7% par rapport à mai 2023. En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, la baisse est de 19,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des granulats, la production est en recul de 4,7% en mai 2024 par rapport à mai 2023, représentant 506 kilotonnes. En cumul de janvier à mai, cette baisse est de 11% par rapport aux cinq premiers mois de l'année précédente.

PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET MAI 2024

2 078 076 m³

-19,9% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Les statistiques de production de BPE ont fait l'objet d'une révision suite à l'intégration de données de production de plusieurs acteurs de la filière de la Région Île-de-France.

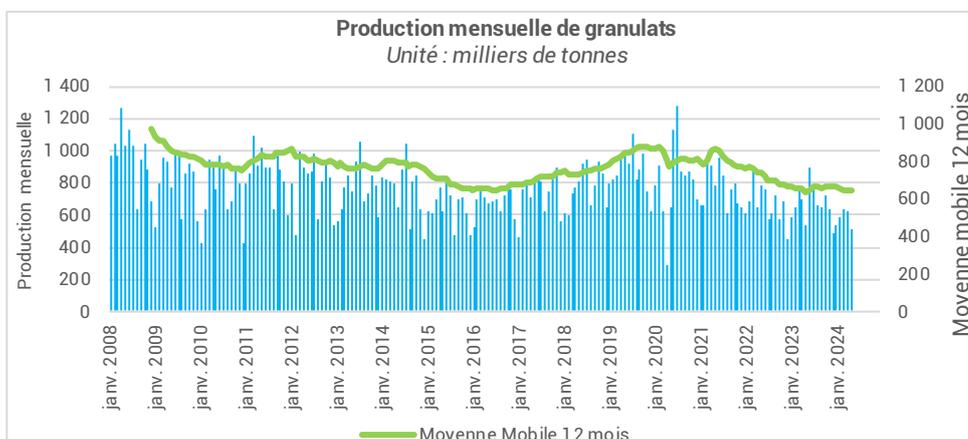
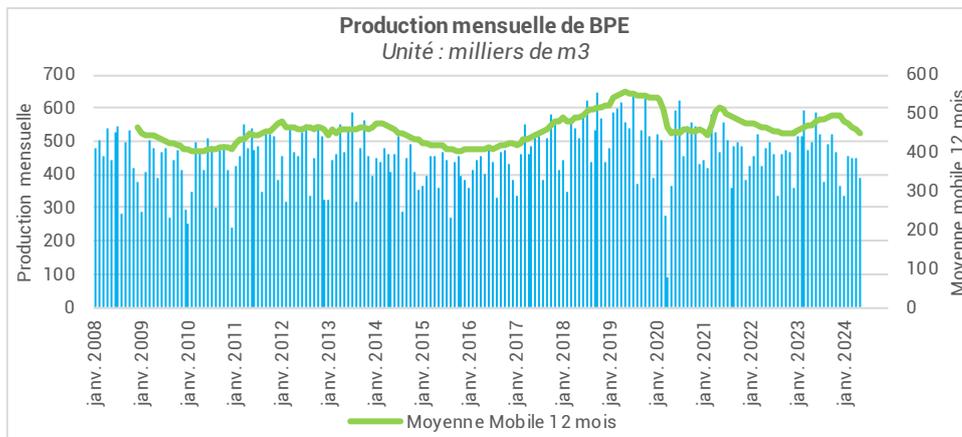
PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET MAI 2024

2 884 kt

-11,0% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	389 804 m ³	-21,7%	▼
Prod. de Granulats en mai 2024	506 kt	-4,7%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	2 078 076 m ³	-19,9%	▼
Production de Granulats entre janv. et mai 2024	2 884 kt	-11,0%	▼



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

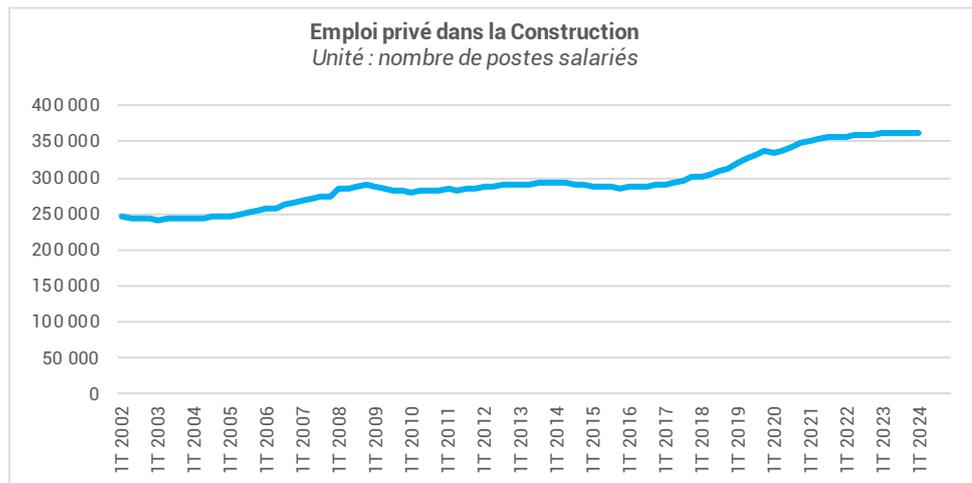
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RELATIVEMENT STABLE

Avec environ 361 300 salariés, l'emploi reste relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023 (-0,2%). Excepté la Normandie, les autres régions enregistrent des évolutions plus négatives.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^o trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	361 283 sal.	-0,2%	=



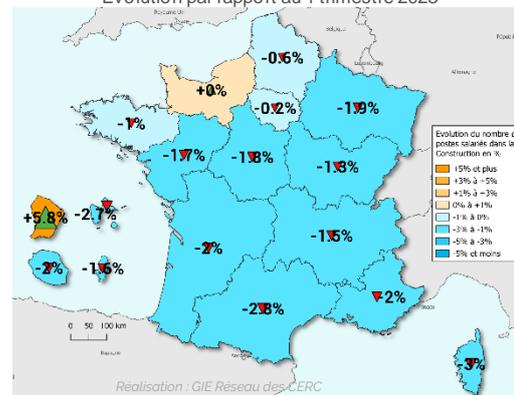
EMPLOI SALARIÉ

AU 1^{er} TRIMESTRE 2024

361 283 salariés

+0,2% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 1^{er} trimestre 2024
Évolution par rapport au 1^{er} trimestre 2023



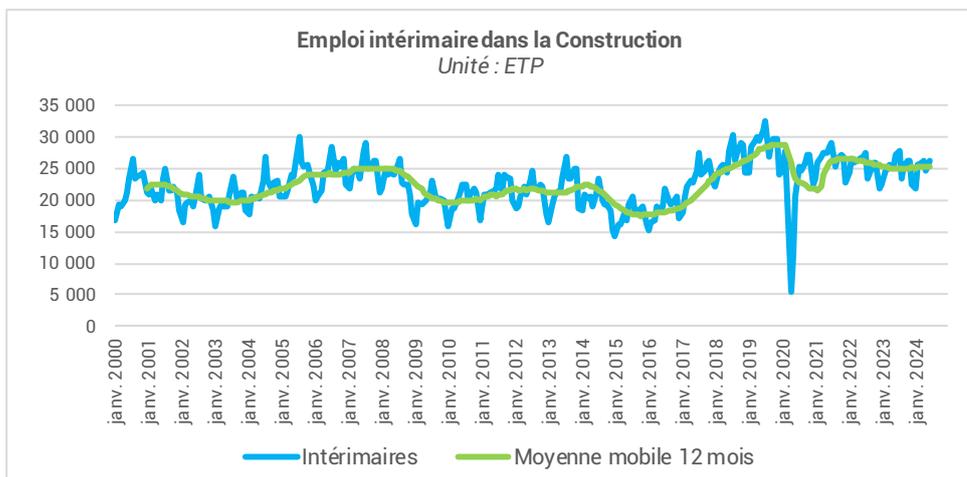
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉrimAIRE

UN NOMBRE D'INTÉrimAIRES EN BAISSÉ À FIN JUIN 2024 (SUR 3 MOIS)

En juin 2024, environ 26 300 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 3,7% de moins qu'un an auparavant. Si ce chiffre est également en baisse en moyenne sur 3 mois (-1,2%) mais il est relativement stable sur 12 mois (+0,5%).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	26 300 ETP	-3,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	25 768 ETP	-1,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	25 215 ETP	+0,5%	=



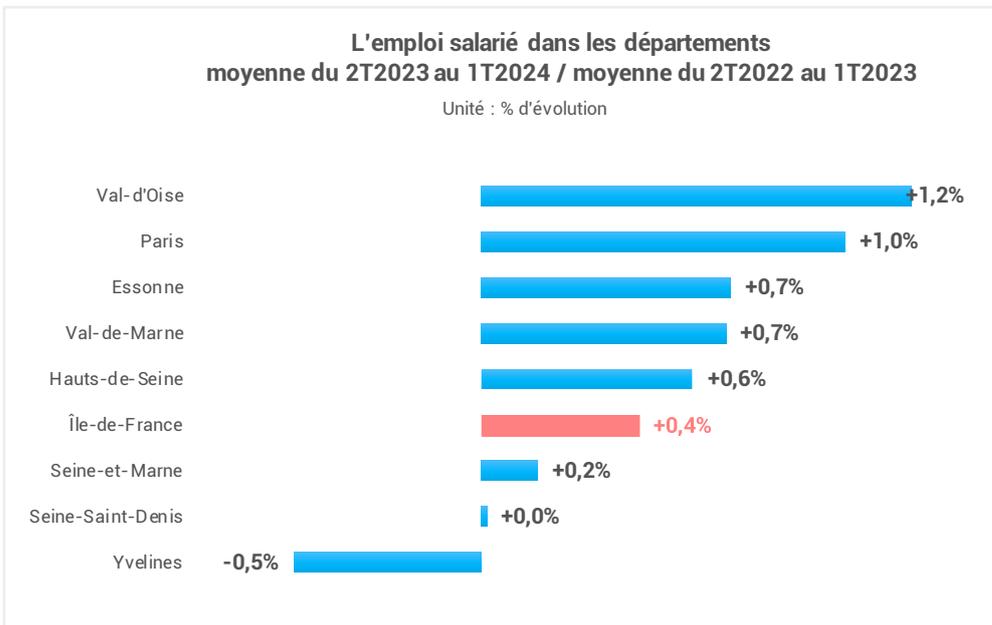
INTÉrimAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

25 768 ETP

-1,2% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

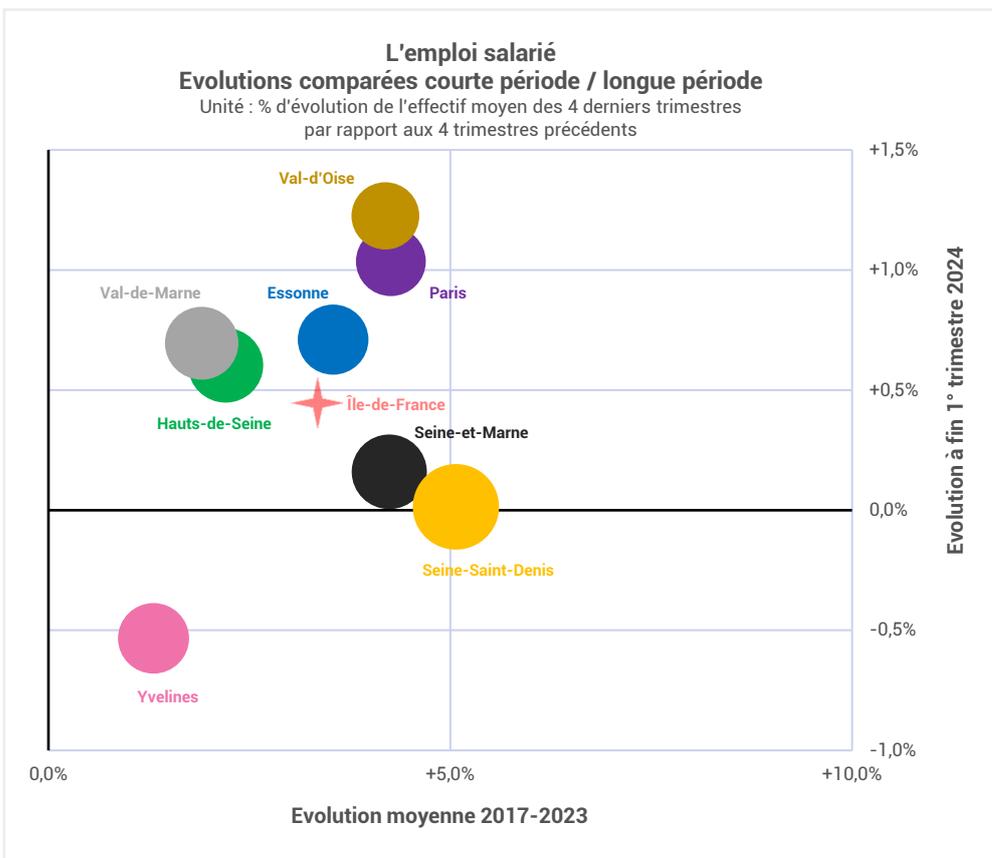


L'emploi salarié stable ou en légère hausse dans la majorité des départements

Au 1er trimestre 2024, l'emploi salarié dans le secteur Construction est resté relativement stable sur l'ensemble de la région Île-de-France : +0,2% en moyenne par rapport au 1er trimestre 2023.

En cumul sur 12 mois à fin mars 2024, cette évolution est de +0,4% par rapport aux 12 mois précédents, un chiffre qui varie de -0,5% pour les Yvelines à +1,2% pour le Val-d'Oise.

La comparaison des évolutions sur courte et longue périodes de l'emploi salarié par département montre que le département des Yvelines est le seul à apparaître légèrement en retrait par rapport aux autres, enregistrant des moyennes plus faibles.



Note de lecture du graphique ci-contre :
En Seine-Saint-Denis, l'emploi salarié est stable en cumul sur 12 mois à fin mars 2024. Il est en hausse sur longue période (2017-2023), de 5,1% en moyenne par an.
La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne 12 mois à fin mars 2024).

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

UNE DEMANDE D'EMPLOI À NOUVEAU EN BAISSÉ AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

Au 2ème trimestre 2024, la demande d'emploi dans le secteur Construction en Île-de-France est inférieure de 5,9% par rapport à son niveau du 2ème trimestre 2023, représentant 34 900 demandeurs d'emploi enregistrés (DEFM de catégorie A). Tous secteurs confondus, ce chiffre est resté relativement stable au cours de cette même période (+0,2%).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 6% des demandeurs d'emploi totaux, un indicateur qui ne varie pas.

DEMANDES D'EMPLOI AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

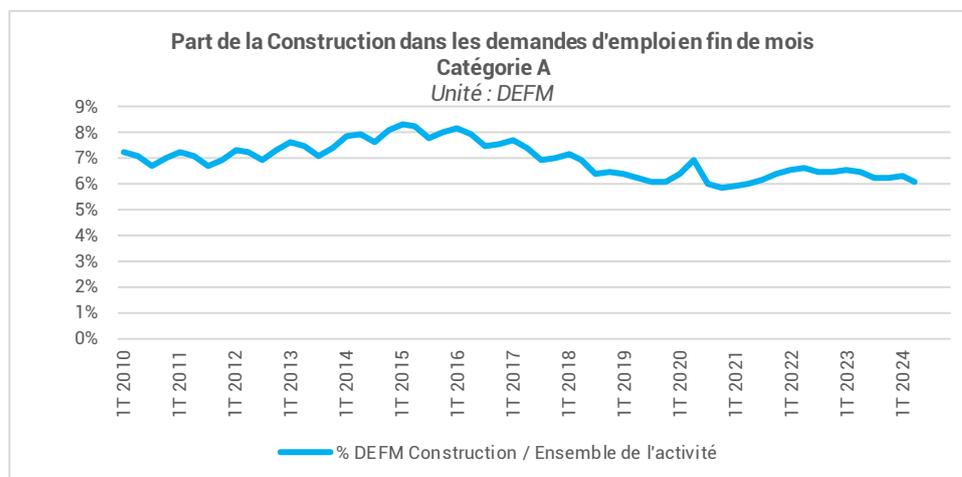
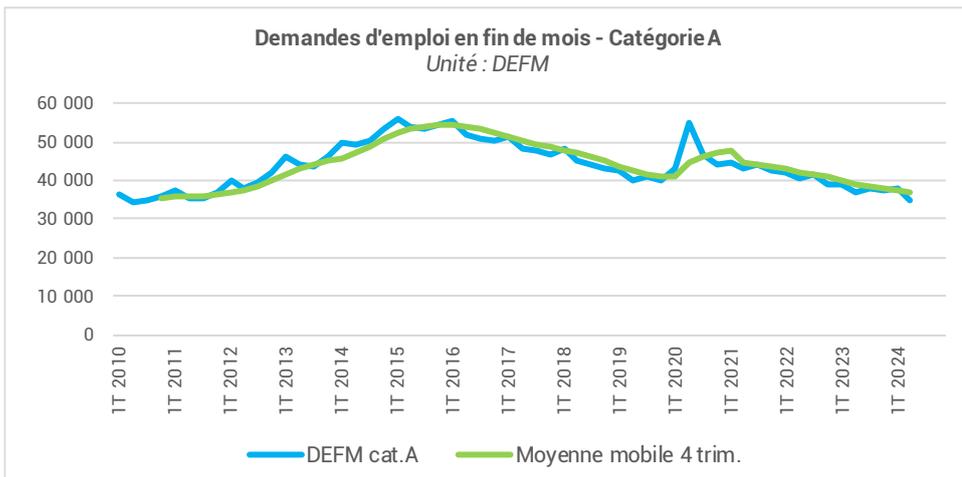
34 899 DEFM

-5,9% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	34 899 DEFM	-5,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	574 706 DEFM	+0,2%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail).
Données brutes

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES TOUJOURS À UN NIVEAU ÉLEVÉ AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

5 029 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France au cours du 2ème trimestre 2024. Bien qu'en recul par rapport au trimestre précédent, ce chiffre est supérieur de 22,3% par rapport au 2ème trimestre 2023. Si l'on ne tient pas compte des créations sous le statut de micro-entrepreneur, ce nombre est en hausse de 29,6%.

En cumul sur 12 mois à fin juin 2024, les créations d'entreprises enregistrent une hausse de 9,6% par rapport aux 12 mois précédents (+7,3% hors micro-entrepreneurs).

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	5 029 créations	+22,3%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 939 créations	+29,6%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	20 290 créations	+9,6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 714 créations	+7,3%	▲

CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

5 029 créations

+22,3% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

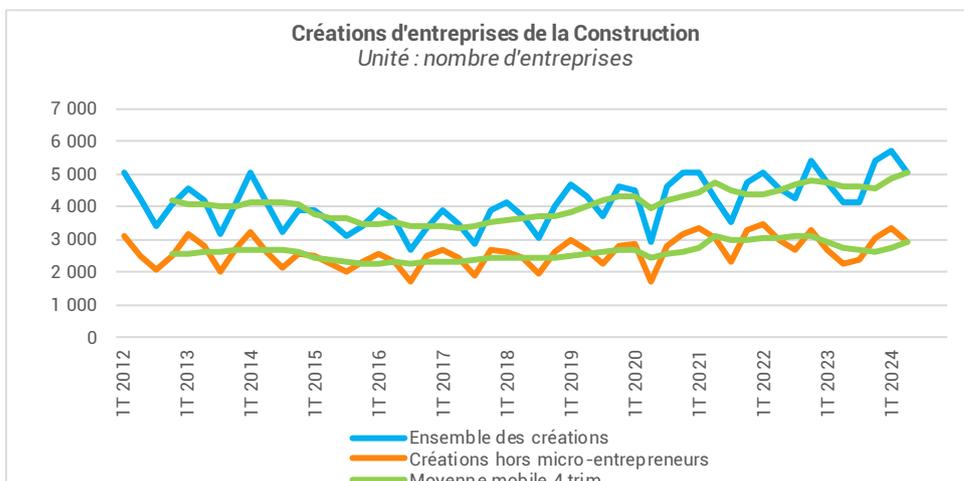
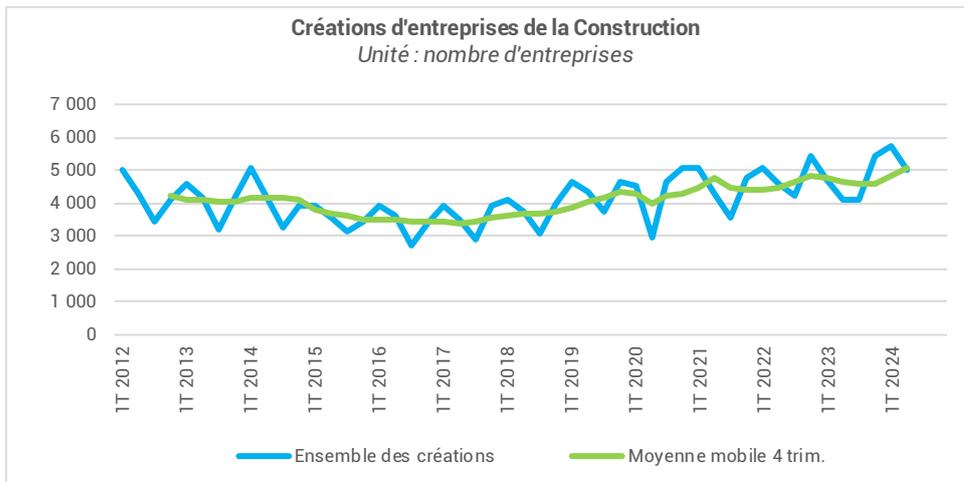
HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 2^{ème} TRIMESTRE 2024

2 939 créations

+29,6% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :
INSEE (données brutes)

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

1 028 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES AU COURS DU 2ÈME TRIMESTRE 2024

Les défaillances d'entreprises dans le secteur Construction en Île-de-France ont fortement augmenté au 2ème trimestre 2024 par rapport au 2ème trimestre 2023 (+82,3%). Les 1 028 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent plus de 3 800 salariés, soit un effectif supérieur de 75,2% par rapport au 2ème trimestre 2023.

En cumul sur 12 mois, le nombre de défaillances a enregistré une hausse de 46,3% par rapport aux 12 mois précédents. Le nombre de salariés impactés a, quant à lui, augmenté de 40,2%.

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

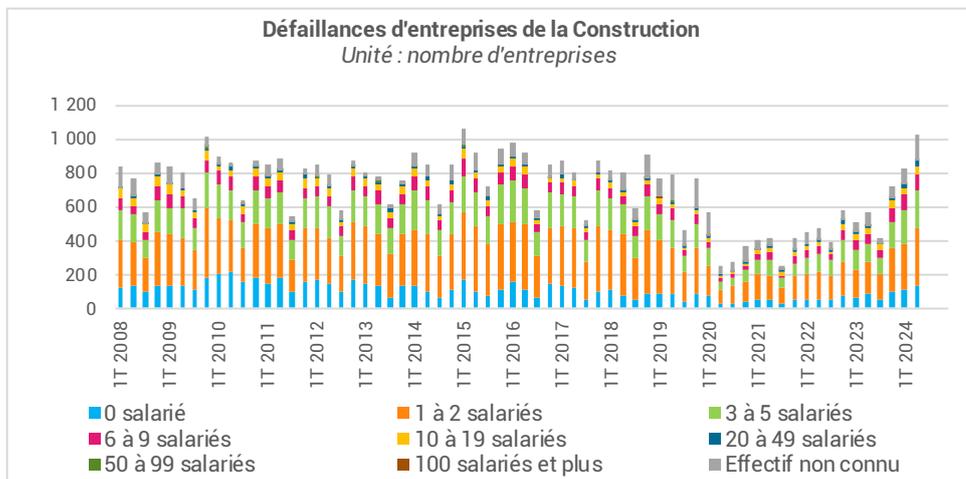
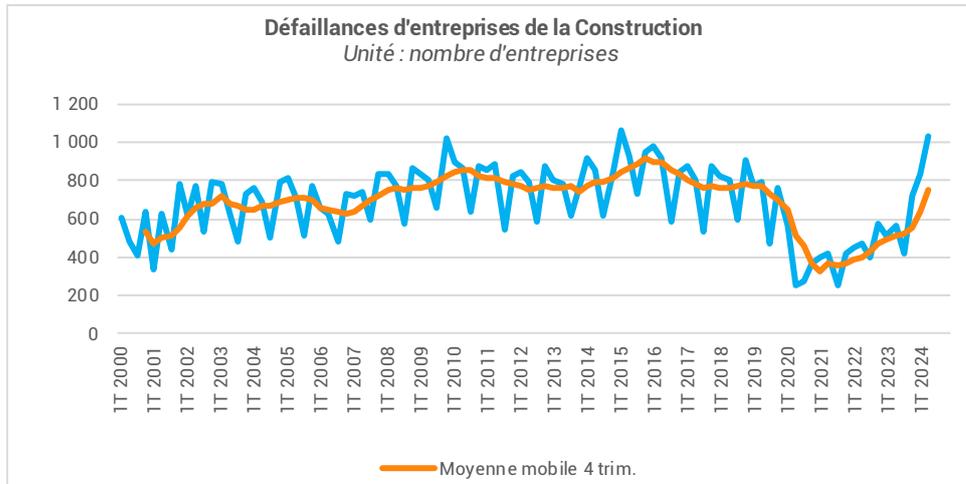
1 028 défaillances

+82,3% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	1 028 défaillances	+82,3%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 000 défaillances	+46,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	3 818 salariés	+75,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	11 049 salariés	+40,2%	▲

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources : Banque de France (données brutes)

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | DANS LES DÉPARTEMENTS

LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Prêts à taux zéro

Bâtiment non résidentiel

MATÉRIAUX

BPE

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demande d'emploi

Défaillances d'entreprises

FICHES DÉPARTEMENTALES :

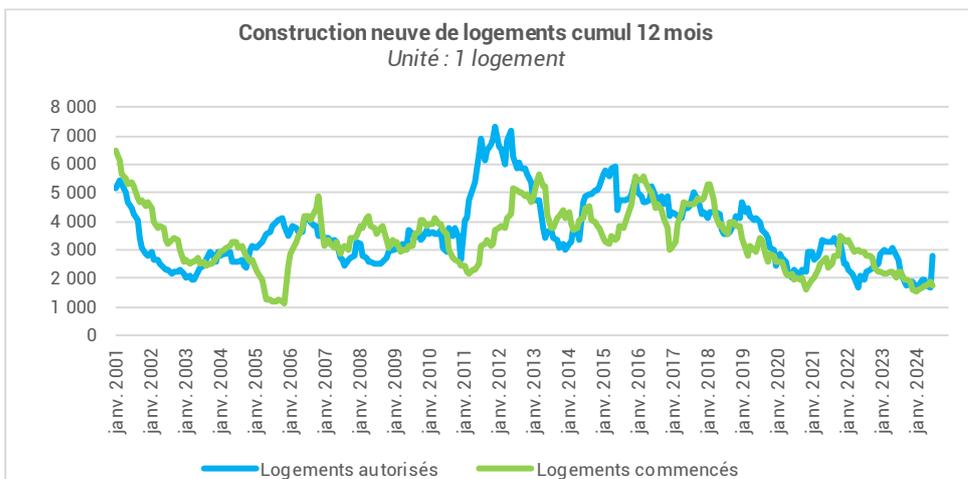
PARIS	p.24
SEINE-ET-MARNE	p.30
YVELINES	p.36
ESSONNE	p.42
HAUTS-DE-SEINE	p.48
SEINE-SAINT-DENIS	p.54
VAL-DE-MARNE	p.60
VAL-D'OISE	p.66

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Paris	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-7,3% ▼ 1 900 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-38,9% ▼ 1 700 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	n.s. 0,93 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-54,5% ▼ 171 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-20,7% ▼ 385 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1 an), en m3	-9,0% ▼ 195 306 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an)	-0,2% = 40 386 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1 an)	-0,5% = 2 331 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1 an)	-7,9% ▼ 5 288 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements commencés	1 900 lgts	-7,3%	▼
Dont individuels purs	100 lgts	-27,2%	▼
Dont individuels groupés	0 lgts	-23,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	1 800 lgts	-6,2%	▼
Total logements autorisés	1 700 lgts	-38,9%	▼
Dont individuels purs	100 lgts	+2,1%	▲
Dont individuels groupés	0 lgts	-42,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	1 600 lgts	-40,4%	▼



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	0,93 M €	n.s.	
Nombre d'ÉCO-PTZ	76 ÉCO-PTZ	n.s.	

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	0	-100,0%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	0		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

-7,3%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

1 900 lgts**-38,9%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

1 700 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

n.s.DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

0,93 M €**-100,0%**EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****0 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

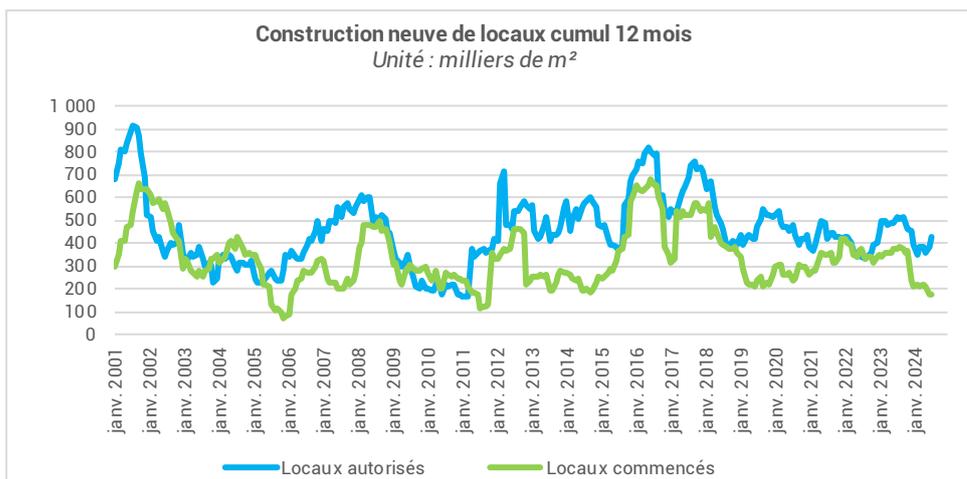
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	171 mill. m ²	-54,5%	▼
Total locaux autorisés	385 mill. m ²	-20,7%	▼

-54,5%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

171 mill. m²**-20,7%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

385 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	171 mill. m ²	-54,5%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-60,6%	▼
Secteur privé non agricole	111 mill. m ²	-62,1%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m ²	n.s.	
Dont commerces	28 mill. m ²	-43,1%	▼
Dont bureaux	56 mill. m ²	-68,7%	▼
Dont entrepôts	3 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	24 mill. m ²	-63,2%	▼
Secteur public	60 mill. m ²	-27,7%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	385 mill. m ²	-20,7%	▼
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	n.s.	
Secteur privé non agricole	240 mill. m ²	-33,1%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m ²	+37,5%	▲
Dont commerces	44 mill. m ²	-9,6%	▼
Dont bureaux	111 mill. m ²	-44,8%	▼
Dont entrepôts	36 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	48 mill. m ²	-54,8%	▼
Secteur public	143 mill. m ²	+11,9%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en mai 2024 **37 210 m3** **-4,5%** ▼

Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et mai 2024 **195 306 m3** **-9,0%** ▼

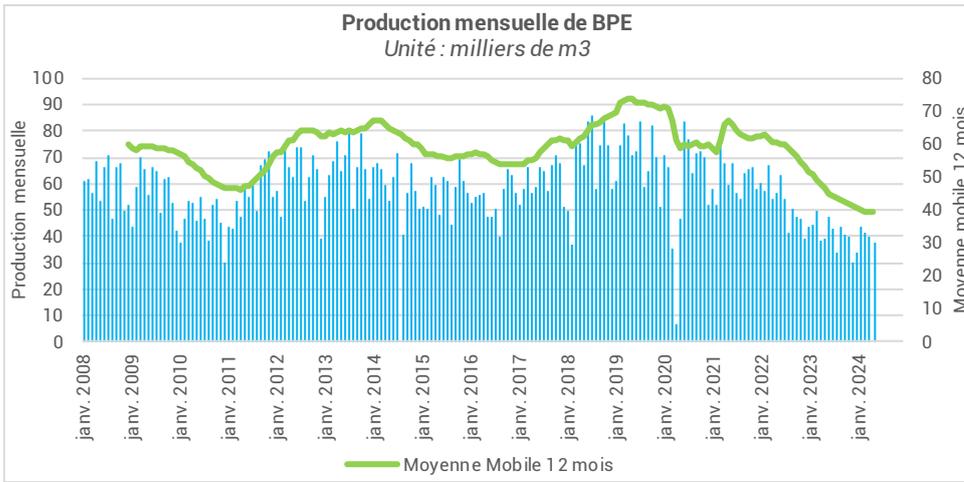
-9,0% ▼

entre janv. et mai 2024

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1AN

195 306 m3

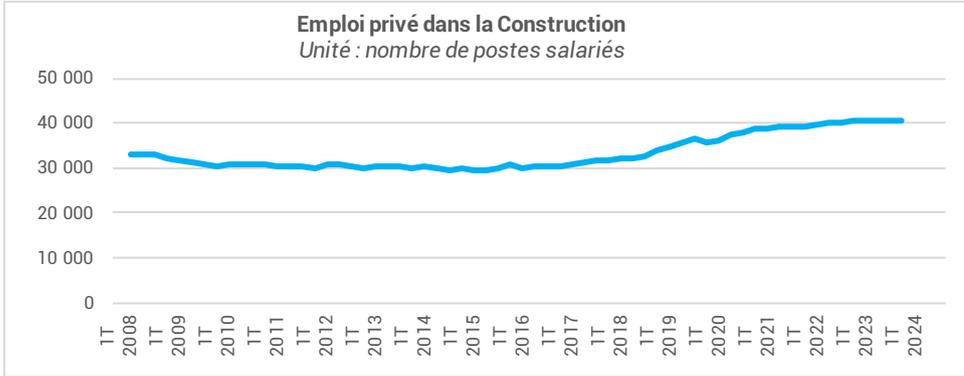


Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	40 386 sal.	-0,2%	=



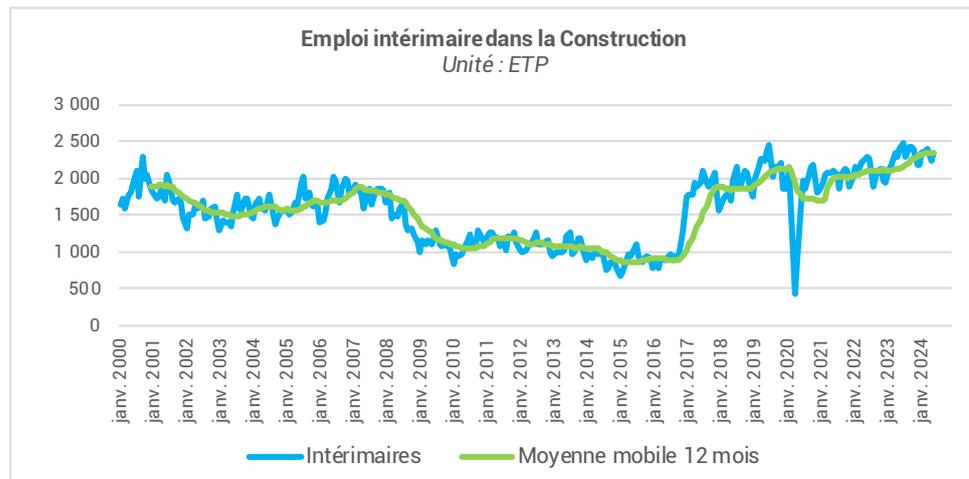
-0,2% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

40 386 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Jun 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	2 354 ETP	-2,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	2 331 ETP	-0,5%	=
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	2 341 ETP	+9,7%	▲



-0,5% =

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

2 331 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	5 288 DEFM	-7,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	102 796 DEFM	-0,9%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=

-7,9% ▼

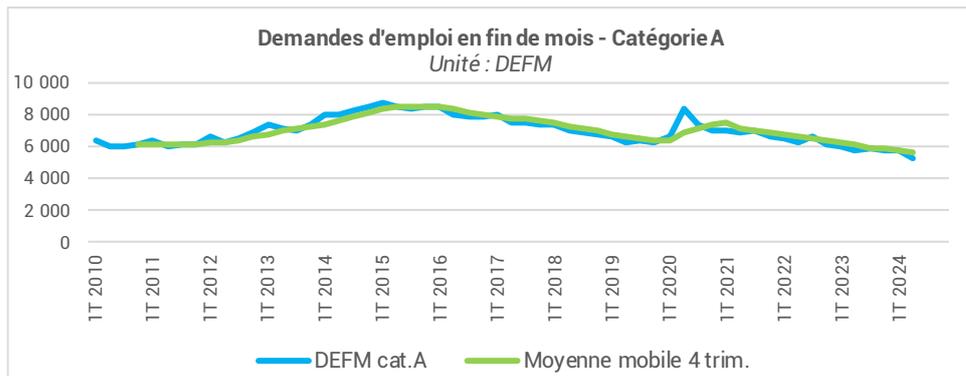
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

5 288 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	179 défaillances	n.s.	
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	179 défaillances	0%	=
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	653 salariés	n.s.	
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	653 salariés	-3,3%	▼

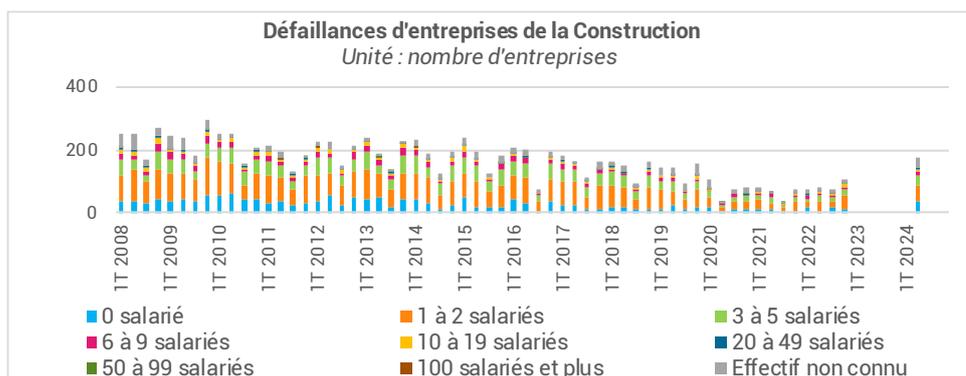
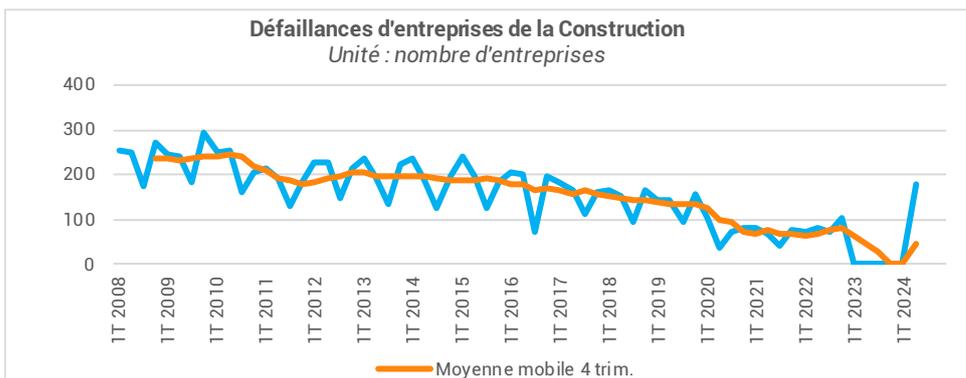
n.s.

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

179 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-et-Marne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-44,3% ▼ 4 600 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-16,3% ▼ 6 700 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+31,3% ▲ 7,59 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-30,1% ▼ 370 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-16,1% ▼ 741 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en m3	-23,5% ▼ 370 398 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an)	-0,7% = 46 511 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1an)	+1,4% ▲ 3 727 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 nd trimestre 2024 (évol 1an)	-4,1% ▼ 3 773 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	4 600 lgts	-44,3%	▼
Dont individuels purs	900 lgts	-40,1%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	-7,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 200 lgts	-48,5%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	6 700 lgts	-16,3%	▼
Dont individuels purs	1 000 lgts	-33,4%	▼
Dont individuels groupés	700 lgts	+27,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 000 lgts	-15,9%	▼

-44,3%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

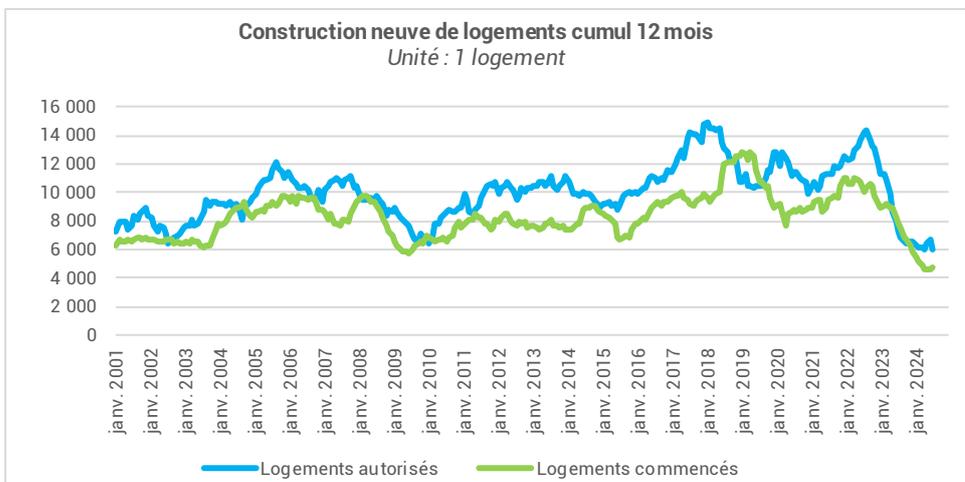
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

4 600 lgts**-16,3%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

6 700 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	7,59 M €	+31,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	366 ÉCO-PTZ	+11,2%	▲

+31,3%DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

7,59 M €

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	260	-6,5%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	22		

-6,5%EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****260 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

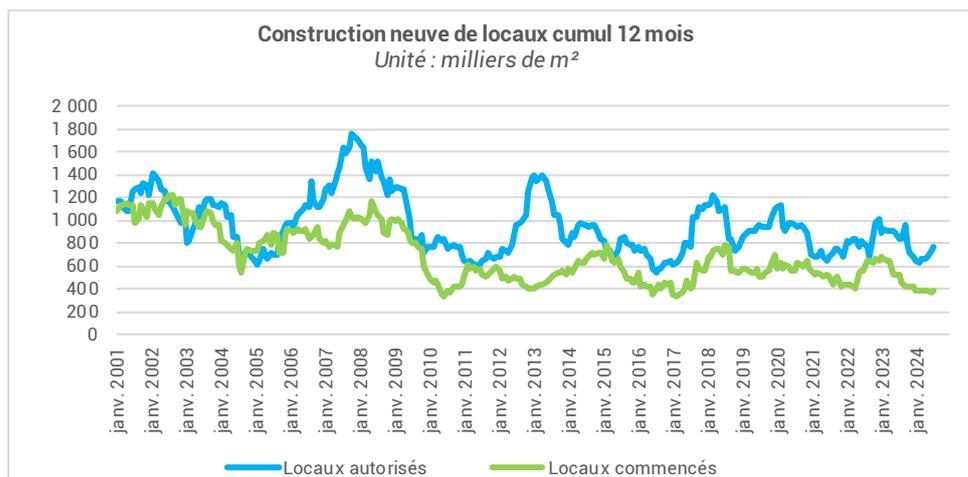
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	370 mill. m ²	-30,1%	▼
Total locaux autorisés	741 mill. m ²	-16,1%	▼

-30,1% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

370 mill. m²



-16,1% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

741 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	370 mill. m ²	-30,1%	▼
Bâtiments agricoles	22 mill. m ²	-54,6%	▼
Secteur privé non agricole	252 mill. m ²	-34,8%	▼
Dont locaux industriels	46 mill. m ²	-19,1%	▼
Dont commerces	26 mill. m ²	+28,3%	▲
Dont bureaux	39 mill. m ²	-19,0%	▼
Dont entrepôts	89 mill. m ²	-60,3%	▼
Dont autres locaux	53 mill. m ²	+37,6%	▲
Secteur public	95 mill. m ²	+2,5%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	741 mill. m ²	-16,1%	▼
Bâtiments agricoles	36 mill. m ²	-47,2%	▼
Secteur privé non agricole	589 mill. m ²	-11,6%	▼
Dont locaux industriels	96 mill. m ²	+20,7%	▲
Dont commerces	54 mill. m ²	-16,7%	▼
Dont bureaux	89 mill. m ²	-10,3%	▼
Dont entrepôts	195 mill. m ²	-46,7%	▼
Dont autres locaux	155 mill. m ²	n.s.	
Secteur public	115 mill. m ²	-21,9%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

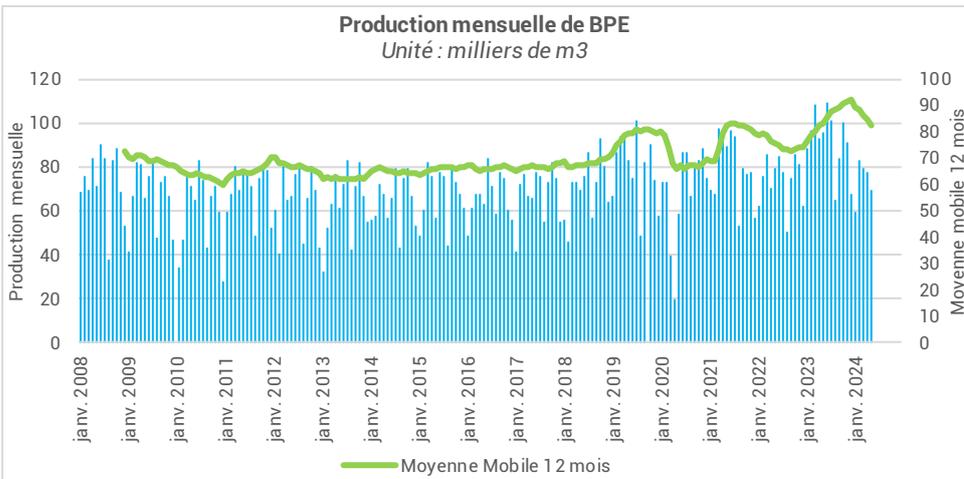
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	69 745 m3	-27,2%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	370 398 m3	-23,5%	▼

-23,5% ▼

entre janv. et mai 2024

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

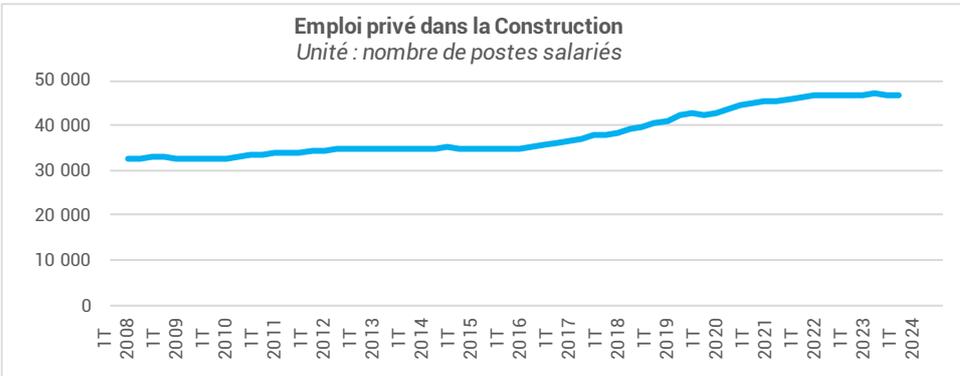
370 398 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 511 sal.	-0,7%	=



-0,7% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

46 511 sal.

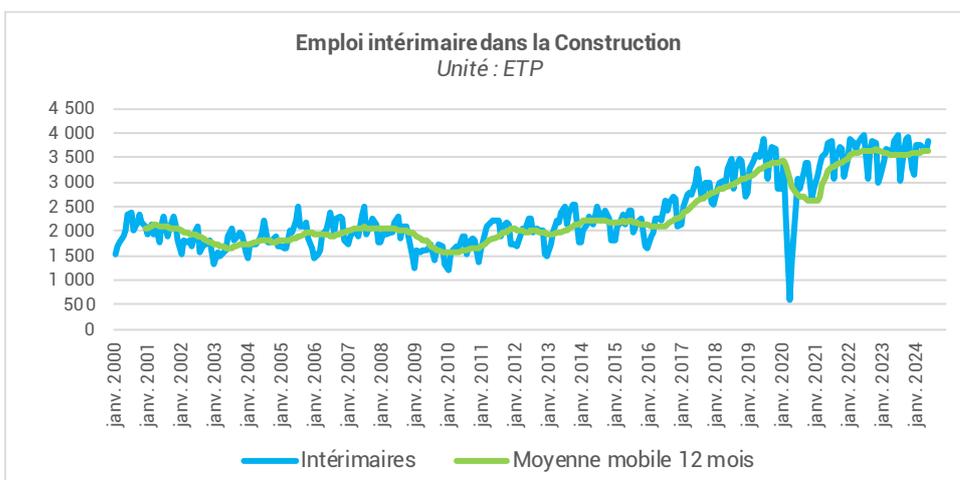
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	3 836 ETP	-0,2%	=
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	3 727 ETP	+1,4%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	3 630 ETP	+2,3%	▲

+1,4% ▲

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

3 727 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

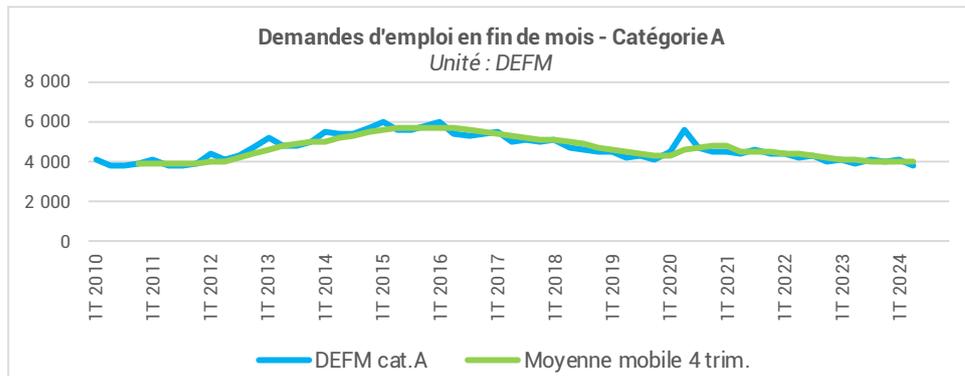
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 773 DEFM	-4,1%	▼
DEFM tous secteurs économiques	61 203 DEFM	+1,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

-4,1% ▼
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)
3 773 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



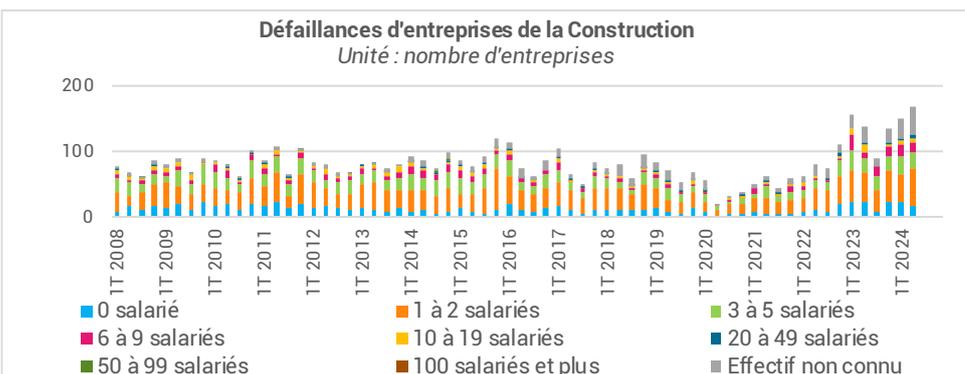
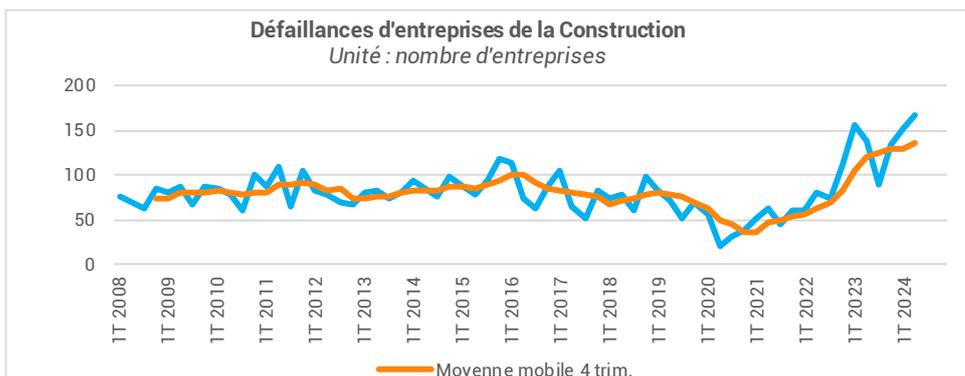
APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	167 défaillances	+20,1%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	542 défaillances	+12,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	502 salariés	+1,6%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 621 salariés	+8,6%	▲

+20,1% ▲
EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)
167 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

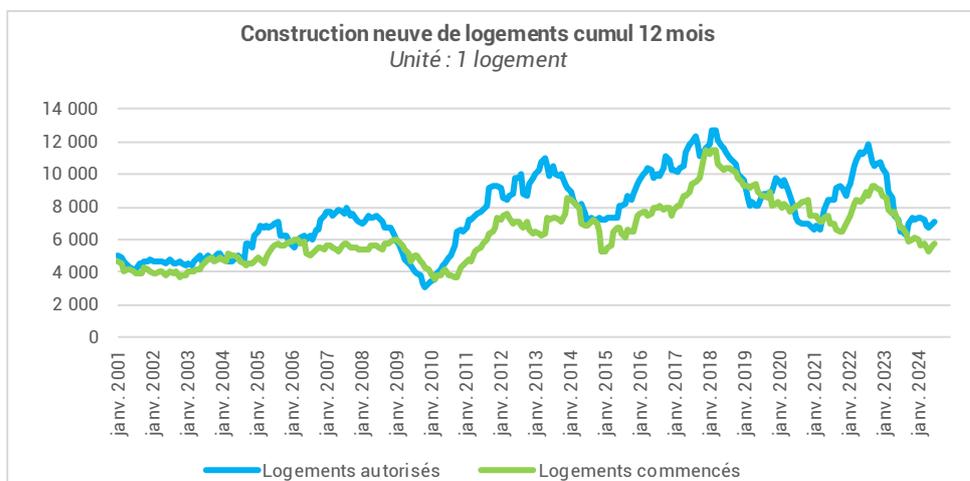


CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Yvelines	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-20,7% ▼ 5 600 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-2,6% ▼ 7 000 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	+32,2% ▲ 6,37 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-15,0% ▼ 303 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-5,6% ▼ 556 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1 an), en m3	-15,4% ▼ 210 113 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an)	+0,3% = 41 931 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1 an)	+1,7% ▲ 3 161 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1 an)	-3,2% ▼ 3 555 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	5 600 lgts	-20,7%	▼
Dont individuels purs	800 lgts	-33,7%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-8,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 500 lgts	-18,7%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	7 000 lgts	-2,6%	▼
Dont individuels purs	800 lgts	-27,7%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	+10,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 700 lgts	+1,4%	▲



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	6,37 M €	+32,2%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	275 ÉCO-PTZ	+16,0%	▲

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	156	-33,9%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	9		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

-20,7%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

5 600 lgts**-2,6%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

7 000 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+32,2%DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

6,37 M €**-33,9%**EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****156 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

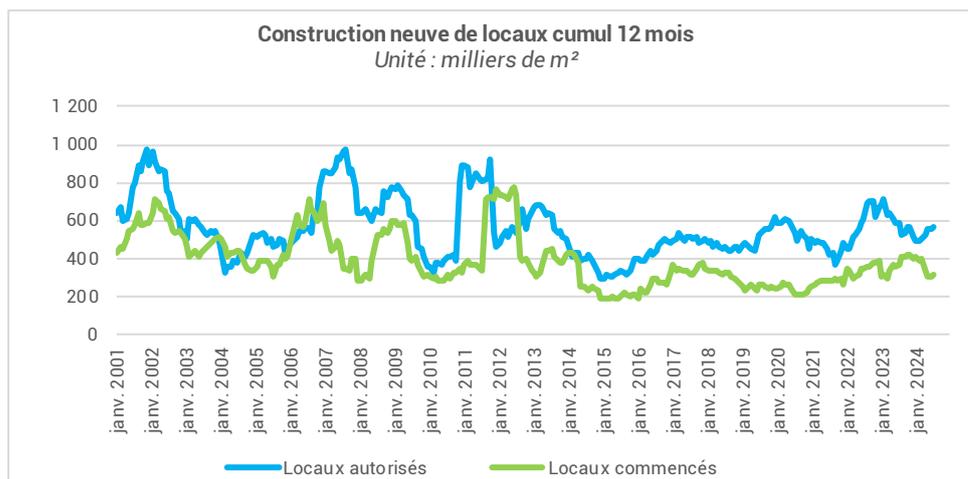
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	303 mill. m ²	-15,0%	▼
Total locaux autorisés	556 mill. m ²	-5,6%	▼

-15,0%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

303 mill. m²**-5,6%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

556 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	303 mill. m ²	-15,0%	▼
Bâtiments agricoles	12 mill. m ²	-35,6%	▼
Secteur privé non agricole	206 mill. m ²	-6,6%	▼
Dont locaux industriels	43 mill. m ²	+31,6%	▲
Dont commerces	56 mill. m ²	+36,5%	▲
Dont bureaux	48 mill. m ²	-38,2%	▼
Dont entrepôts	52 mill. m ²	+38,8%	▲
Dont autres locaux	6 mill. m ²	-79,3%	▼
Secteur public	85 mill. m ²	-27,5%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	556 mill. m ²	-5,6%	▼
Bâtiments agricoles	30 mill. m ²	-33,4%	▼
Secteur privé non agricole	360 mill. m ²	-21,5%	▼
Dont locaux industriels	67 mill. m ²	+85,5%	▲
Dont commerces	55 mill. m ²	-46,5%	▼
Dont bureaux	126 mill. m ²	-21,1%	▼
Dont entrepôts	58 mill. m ²	-49,0%	▼
Dont autres locaux	55 mill. m ²	+15,0%	▲
Secteur public	166 mill. m ²	+94,8%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

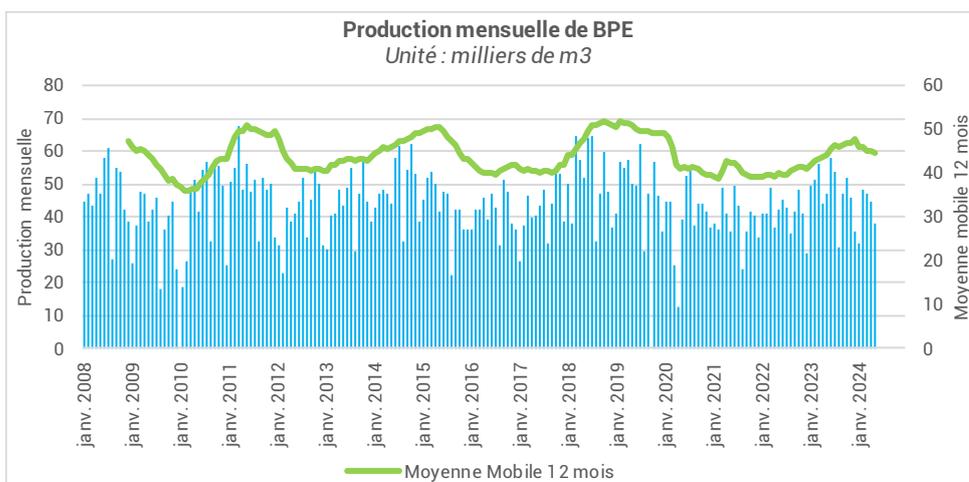
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	37 889 m3	-19,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	210 113 m3	-15,4%	▼

-15,4%

entre janv. et mai 2024

PRODUCTION DE BPE

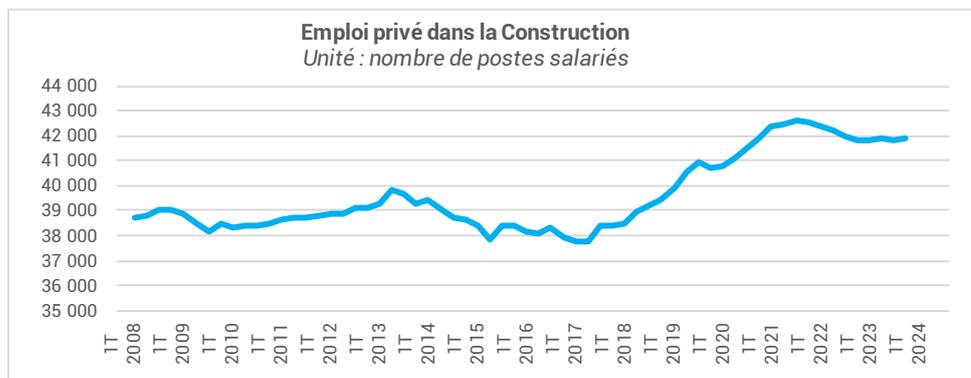
EVOL 1AN

210 113 m3**Sources :**

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	41 931 sal.	+0,3%	=

**+0,3%** =

EN 1 AN

DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)**41 931 sal.**

Sources :

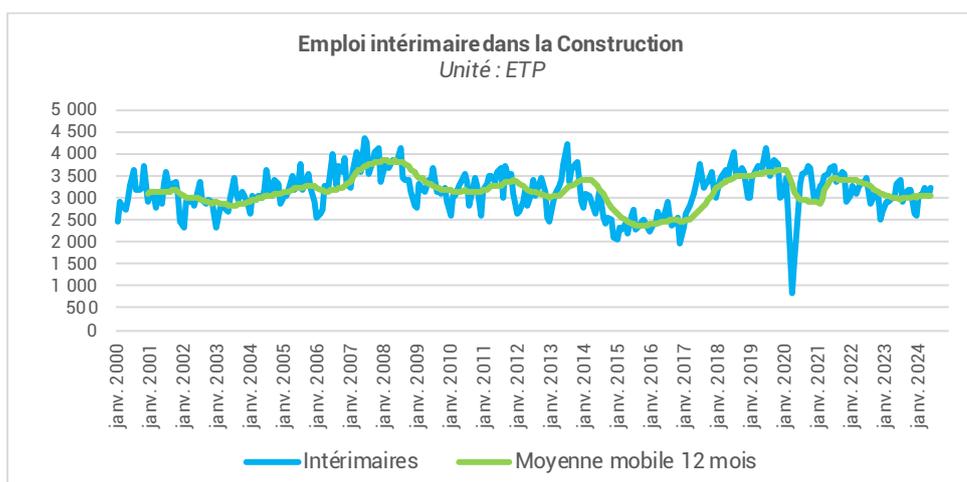
ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	3 209 ETP	-2,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	3 161 ETP	+1,7%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	3 055 ETP	+2,4%	▲

+1,7% ▲

EN 1 AN

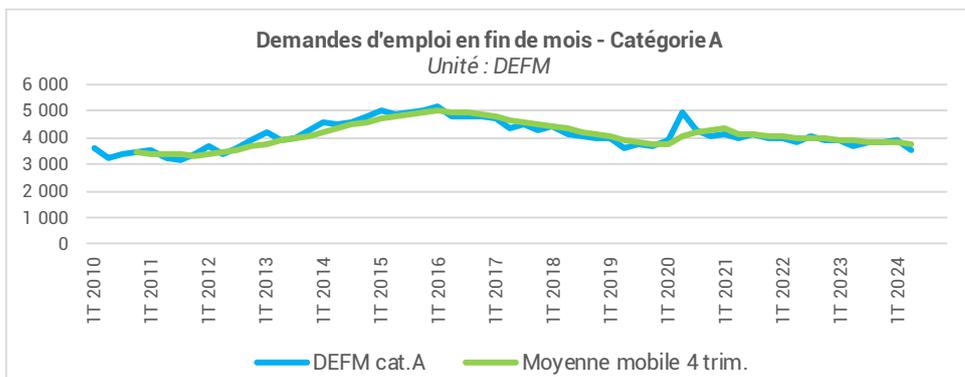
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024**3 161 ETP**

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 555 DEFM	-3,2%	▼
DEFM tous secteurs économiques	59 056 DEFM	+1,3%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**-3,2%**

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOIAU 2^e TRIMESTRE 2024 (évo 1an)**3 555 DEFM**

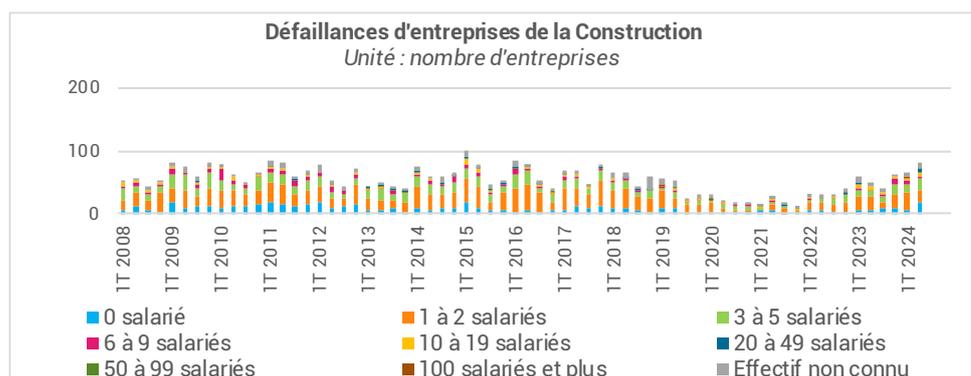
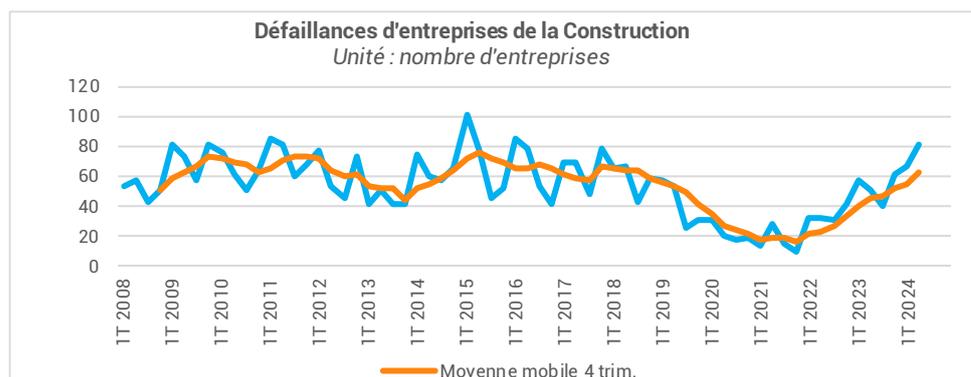
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	81 défaillances	+58,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	250 défaillances	+38,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	362 salariés	n.s.	
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 011 salariés	+51,8%	▲

**+58,8%**

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évo 1an)**81 défaillances**

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Essonne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-33,6% ▼ 4 900 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-3,0% ▼ 7 400 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	+18,7% ▲ 6,15 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-43,1% ▼ 209 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-8,1% ▼ 555 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1 an), en m3	-31,8% ▼ 192 478 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an)	-0,6% = 41 319 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1 an)	+3,4% ▲ 4 244 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1 an)	-3,1% ▼ 3 236 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	4 900 lgts	-33,6%	▼
Dont individuels purs	700 lgts	-36,5%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-36,0%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 800 lgts	-32,9%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	7 400 lgts	-3,0%	▼
Dont individuels purs	700 lgts	-28,4%	▼
Dont individuels groupés	700 lgts	+55,7%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	6 100 lgts	-3,0%	▼

-33,6% ▼

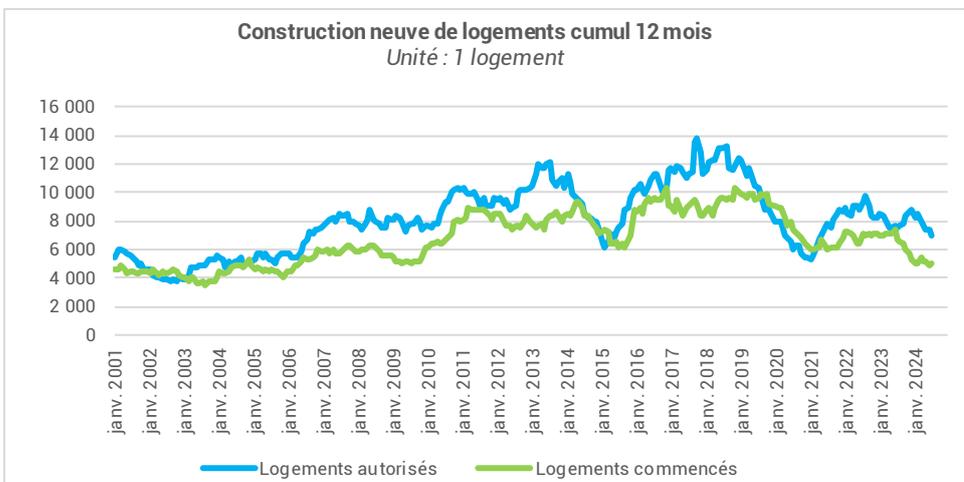
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

4 900 lgts

-3,0% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

7 400 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	6,15 M €	+18,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	287 ÉCO-PTZ	+16,2%	▲

+18,7% ▲

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

6,15 M€

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	171	+12,5%	▲
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	8		

+12,5% ▲

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

171 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

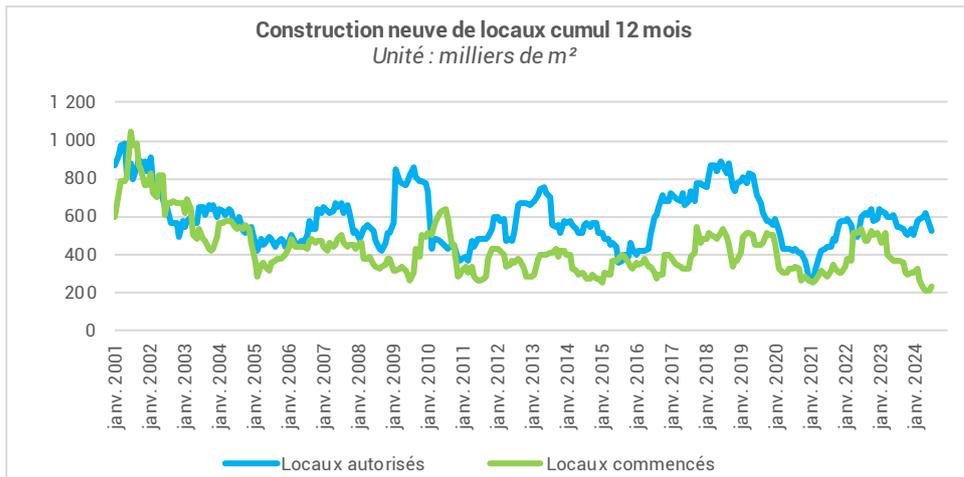
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	209 mill. m ²	-43,1%	▼
Total locaux autorisés	555 mill. m ²	-8,1%	▼

-43,1%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

209 mill. m²**-8,1%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

555 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	209 mill. m ²	-43,1%	▼
Bâtiments agricoles	16 mill. m ²	-11,2%	▼
Secteur privé non agricole	132 mill. m ²	-54,1%	▼
Dont locaux industriels	40 mill. m ²	-37,4%	▼
Dont commerces	19 mill. m ²	-53,9%	▼
Dont bureaux	18 mill. m ²	-46,5%	▼
Dont entrepôts	51 mill. m ²	-62,7%	▼
Dont autres locaux	5 mill. m ²	-63,6%	▼
Secteur public	61 mill. m ²	-1,4%	▼

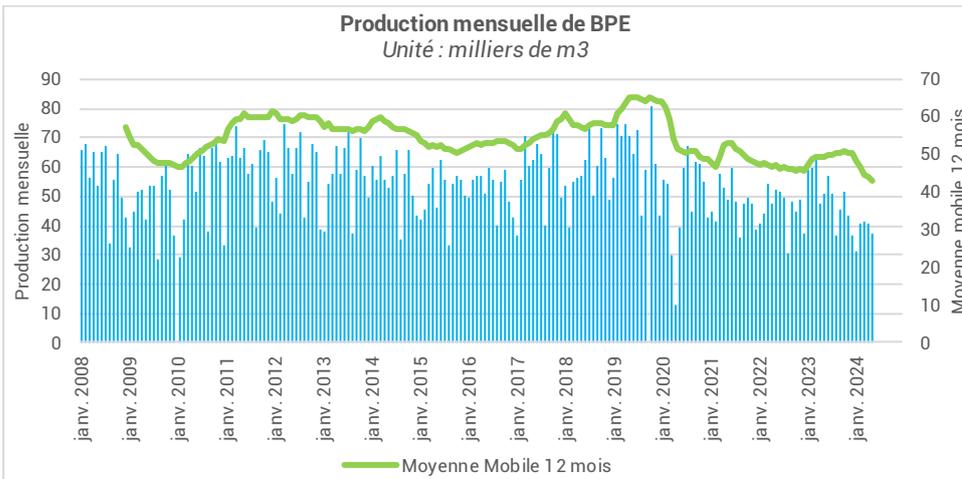
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	555 mill. m ²	-8,1%	▼
Bâtiments agricoles	18 mill. m ²	+85,5%	▲
Secteur privé non agricole	360 mill. m ²	-18,3%	▼
Dont locaux industriels	100 mill. m ²	-13,5%	▼
Dont commerces	52 mill. m ²	-13,6%	▼
Dont bureaux	57 mill. m ²	-28,0%	▼
Dont entrepôts	122 mill. m ²	-22,7%	▼
Dont autres locaux	29 mill. m ²	+4,5%	▲
Secteur public	178 mill. m ²	+14,9%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	37 392 m3	-26,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	192 478 m3	-31,8%	▼

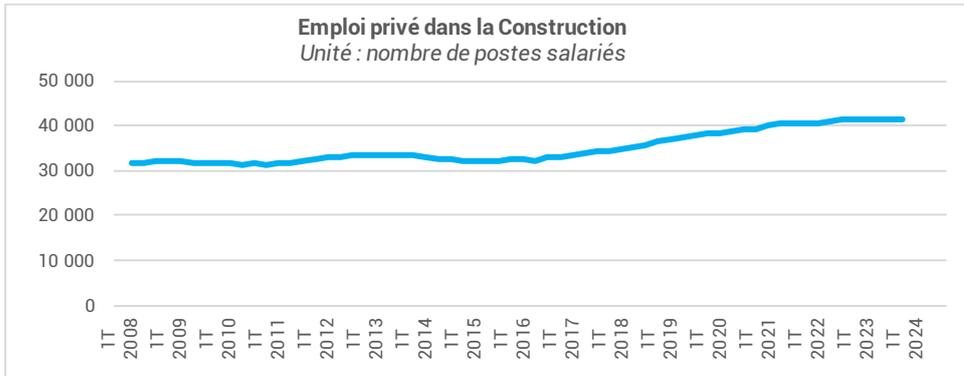
-31,8% ▼
 entre janv. et mai 2024
PRODUCTION DE BPE
 EVOL 1AN
192 478 m3



Sources :
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	41 319 sal.	-0,6%	=



-0,6% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

41 319 sal.

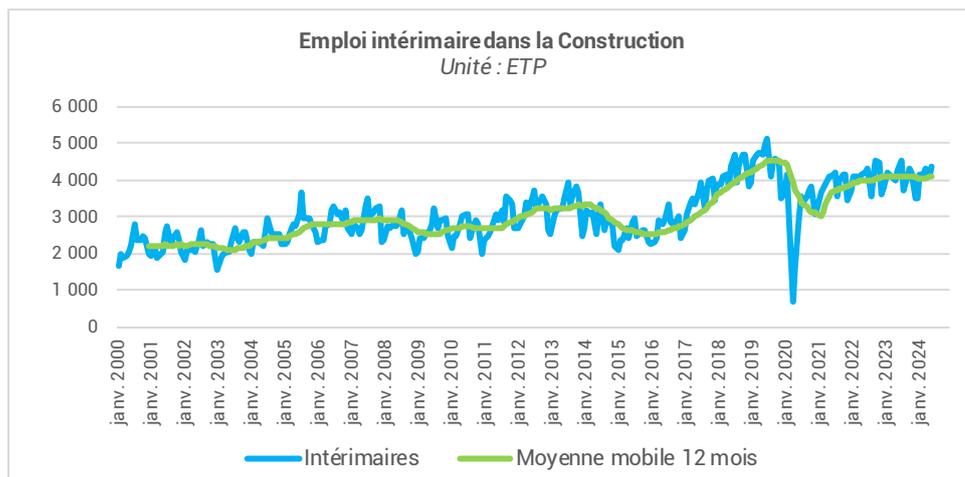
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	4 364 ETP	+2,5%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	4 244 ETP	+3,4%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	4 076 ETP	-0,3%	=

+3,4% ▲

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

4 244 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 236 DEFM	-3,1%	▼
DEFM tous secteurs économiques	51 971 DEFM	-0,0%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

-3,1% ▼

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

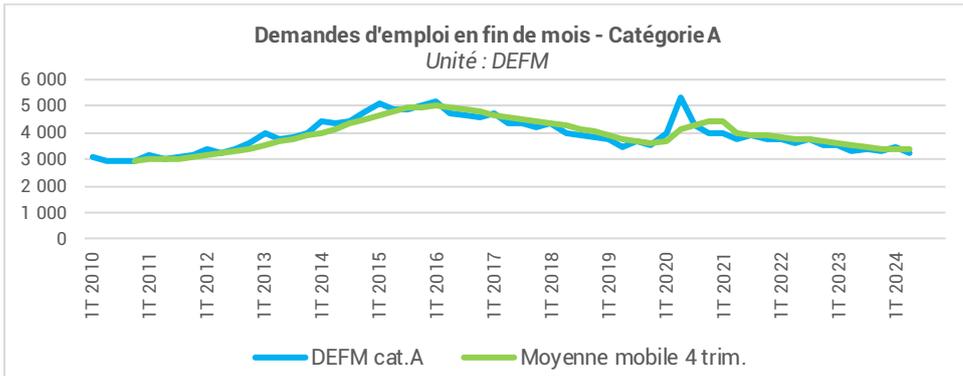
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

3 236 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	61 défaillances	+10,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	237 défaillances	+31,7%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	192 salariés	+7,3%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	884 salariés	+45,2%	▲

+10,9% ▲

EN 1 AN

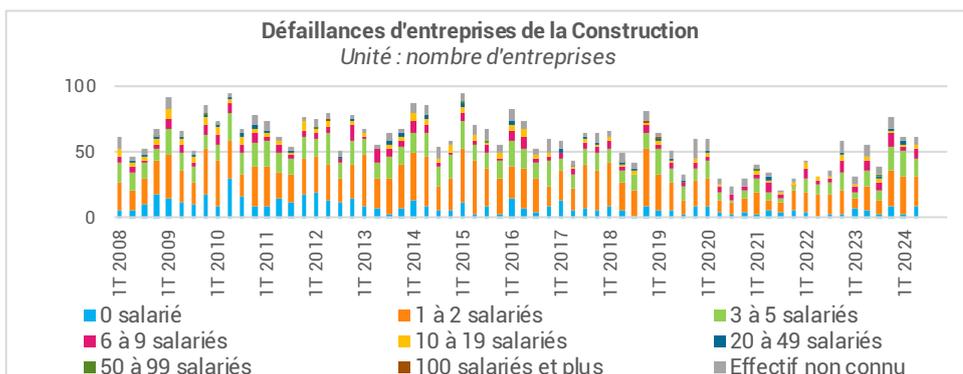
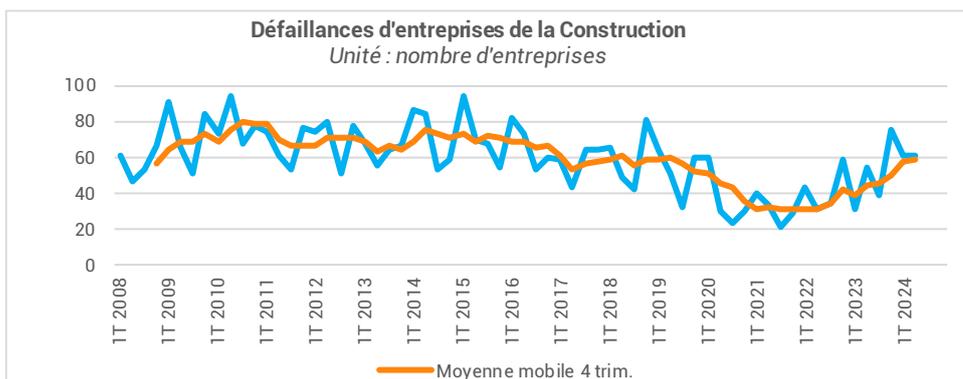
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

61 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Hauts-de-Seine	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-40,9% ▼ 5 900 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-7,3% ▼ 9 400 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	+88,3% ▲ 2,96 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+1,9% ▲ 427 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+15,5% ▲ 364 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1 an), en m3	-19,5% ▼ 404 666 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1 an)	0,0% = 46 935 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1 an)	-9,0% ▼ 3 237 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1 an)	-5,6% ▼ 3 074 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	5 900 lgts	-40,9%	▼
Dont individuels purs	100 lgts	-32,6%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	+15,7%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 500 lgts	-42,4%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	9 400 lgts	-7,3%	▼
Dont individuels purs	200 lgts	-23,6%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-70,6%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	9 100 lgts	-4,7%	▼

-40,9% ▼

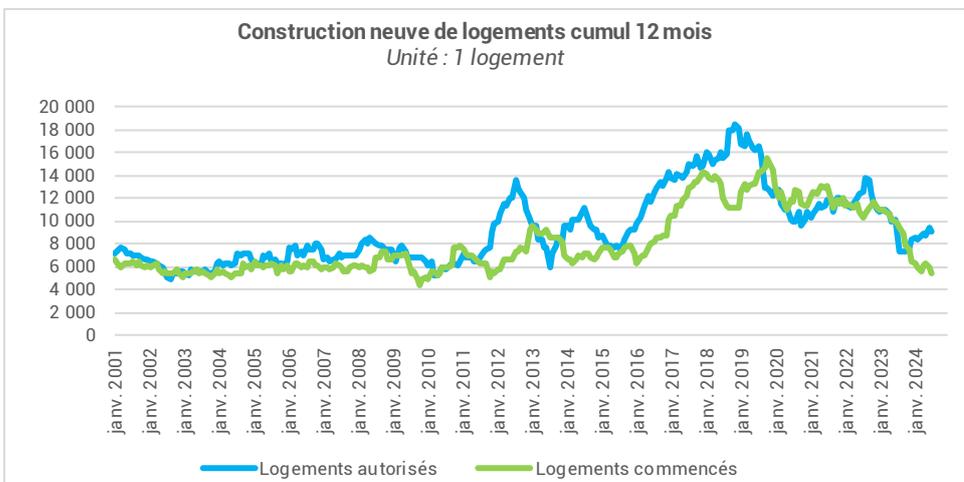
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

5 900 lgts

-7,3% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

9 400 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux,
en raison des arrondis, des totaux
peuvent légèrement différer de la
somme des éléments qui les
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	2,96 M €	+88,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	130 ÉCO-PTZ	+66,7%	▲

+88,3% ▲

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

2,96 M €

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	95	-36,2%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	9		

-36,2% ▼

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

95 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

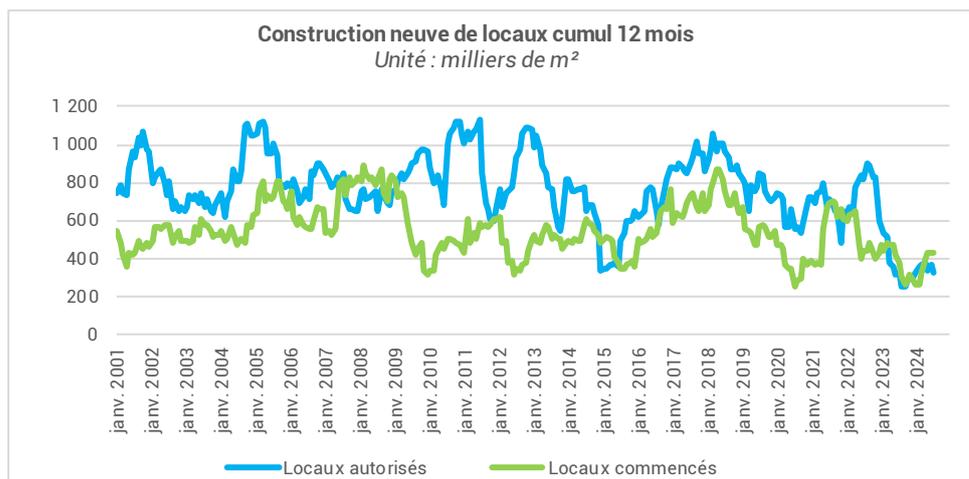
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	427 mill. m ²	+1,9%	▲
Total locaux autorisés	364 mill. m ²	+15,5%	▲

+1,9%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

427 mill. m²**+15,5%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

364 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	427 mill. m ²	+1,9%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-61,1%	▼
Secteur privé non agricole	286 mill. m ²	-16,2%	▼
Dont locaux industriels	14 mill. m ²	+32,8%	▲
Dont commerces	25 mill. m ²	-48,2%	▼
Dont bureaux	234 mill. m ²	+4,5%	▲
Dont entrepôts	8 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	6 mill. m ²	-89,4%	▼
Secteur public	141 mill. m ²	+81,9%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	364 mill. m ²	+15,5%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-46,1%	▼
Secteur privé non agricole	218 mill. m ²	+1,6%	▲
Dont locaux industriels	32 mill. m ²	+53,1%	▲
Dont commerces	56 mill. m ²	+118,6%	▲
Dont bureaux	81 mill. m ²	-33,6%	▼
Dont entrepôts	0 mill. m ²	-96,5%	▼
Dont autres locaux	49 mill. m ²	+29,3%	▲
Secteur public	146 mill. m ²	+45,1%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

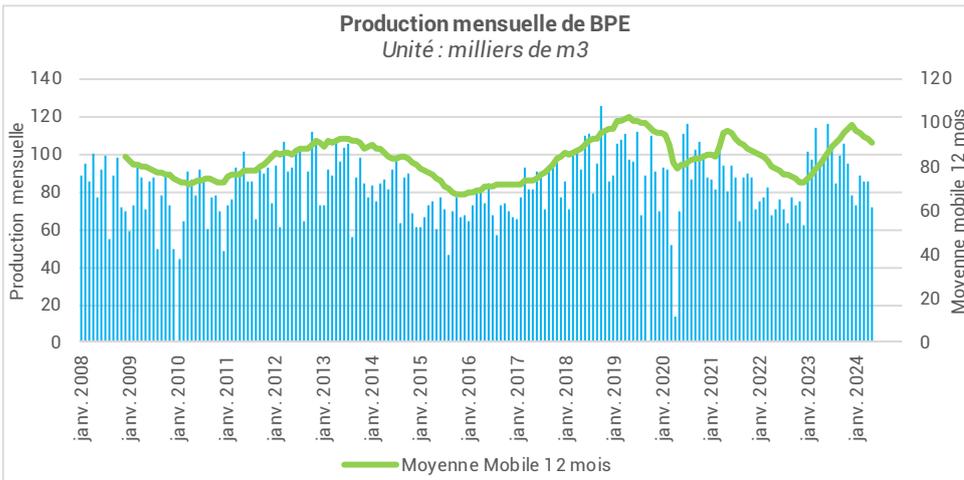
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	72 252 m3	-25,4%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	404 666 m3	-19,5%	▼

-19,5% ▼

entre janv. et mai 2024

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

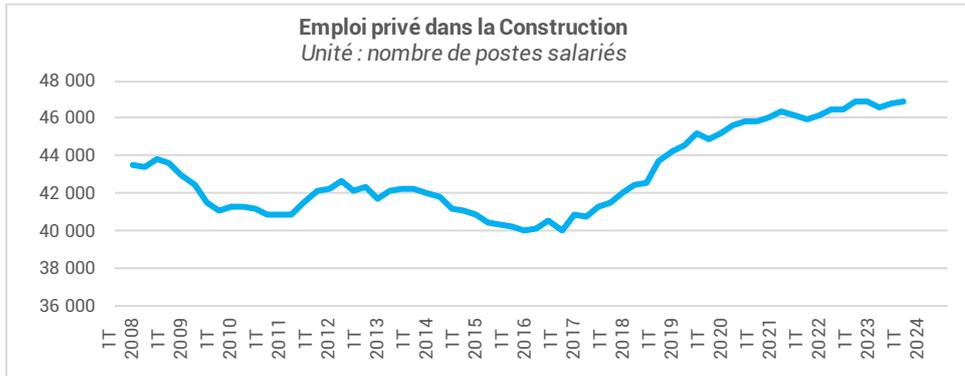
404 666 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 935 sal.	0,0%	=



0,0% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

46 935 sal.

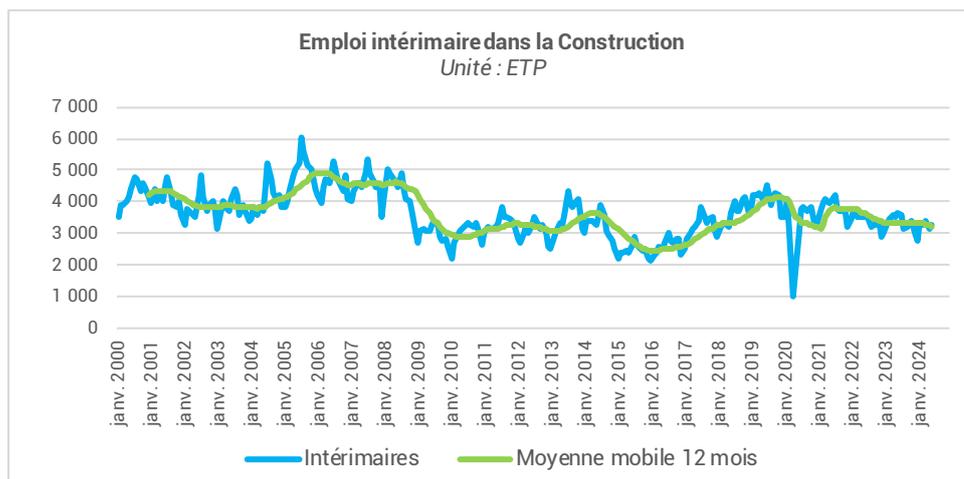
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	3 237 ETP	-10,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	3 237 ETP	-9,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	3 216 ETP	-3,0%	▼

-9,0% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

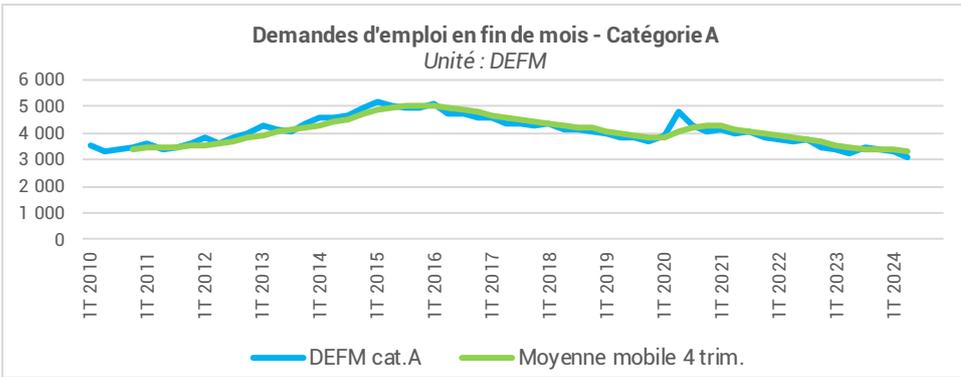
3 237 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 074 DEFM	-5,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	68 588 DEFM	+2,6%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	4%	0,0 pt	=



-5,6% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

3 074 DEFM

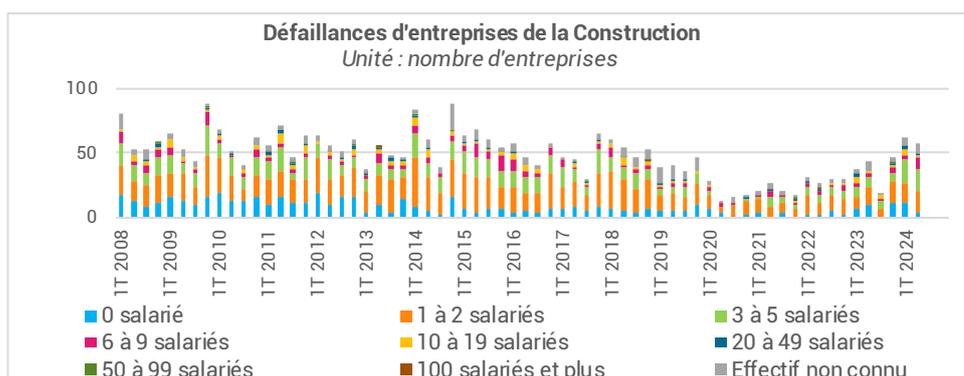
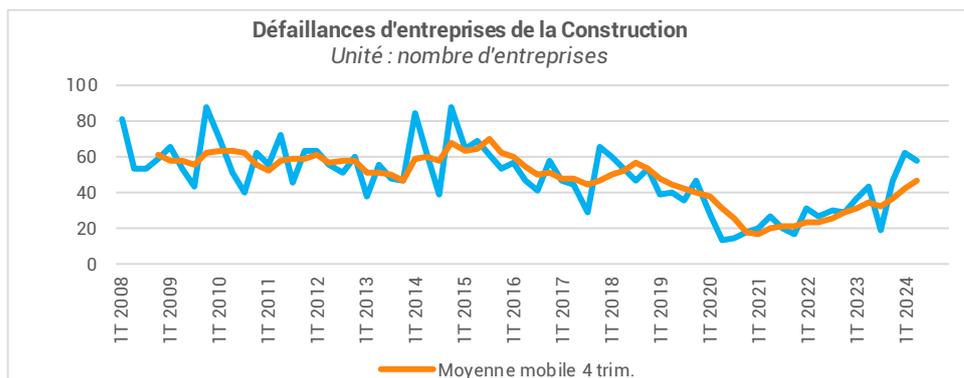
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	58 défaillances	+34,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	186 défaillances	+33,8%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	219 salariés	+140,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	739 salariés	+62,8%	▲



+34,9% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

58 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-Saint-Denis	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-0,2% = 9 000 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-45,3% ▼ 8 400 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+52,1% ▲ 1,93 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+16,4% ▲ 449 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-31,5% ▼ 465 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en m3	-25,7% ▼ 306 723 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an)	-0,8% = 61 415 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1an)	-2,6% ▼ 2 773 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-6,7% ▼ 8 052 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	9 000 lgts	-0,2%	=
Dont individuels purs	300 lgts	-22,0%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+8,7%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	8 500 lgts	+0,4%	=
Total logements <u>autorisés</u>	8 400 lgts	-45,3%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	+2,4%	▲
Dont individuels groupés	200 lgts	-57,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 900 lgts	-46,1%	▼

-0,2% =

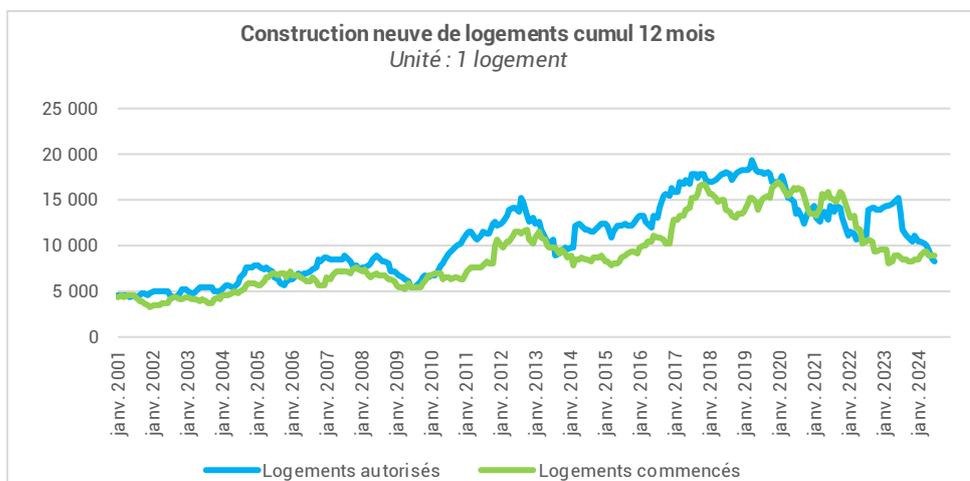
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

9 000 lgts

-45,3% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

8 400 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux,
en raison des arrondis, des totaux
peuvent légèrement différer de la
somme des éléments qui les
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	1,93 M €	+52,1%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	97 ÉCO-PTZ	+49,2%	▲

+52,1% ▲

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

1,93 M€

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	258	-18,1%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	8		

-18,1% ▼

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

258 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

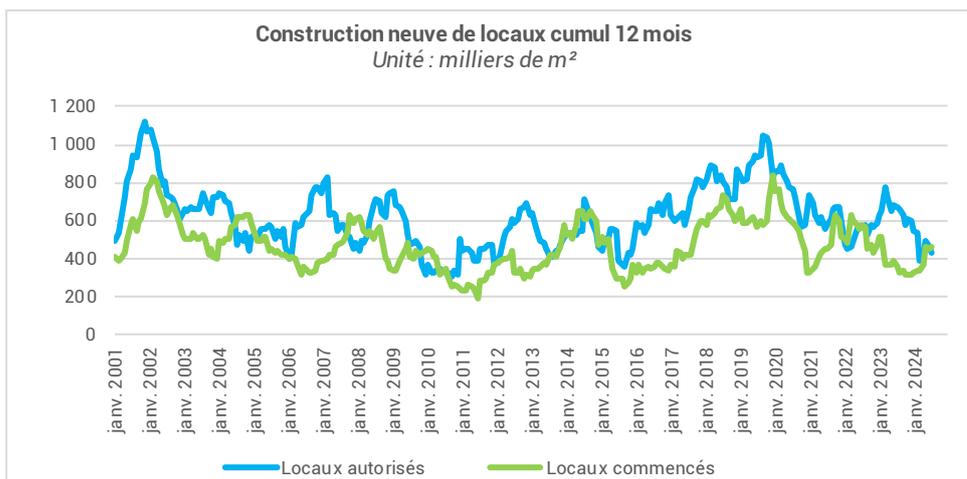
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	449 mill. m ²	+16,4%	▲
Total locaux autorisés	465 mill. m ²	-31,5%	▼

+16,4% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

449 mill. m²



-31,5% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

465 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	449 mill. m ²	+16,4%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	-46,3%	▼
Secteur privé non agricole	318 mill. m ²	+33,9%	▲
Dont locaux industriels	147 mill. m ²	n.s.	
Dont commerces	30 mill. m ²	-56,6%	▼
Dont bureaux	90 mill. m ²	+32,5%	▲
Dont entrepôts	41 mill. m ²	-1,7%	▼
Dont autres locaux	10 mill. m ²	-66,0%	▼
Secteur public	129 mill. m ²	-10,2%	▼

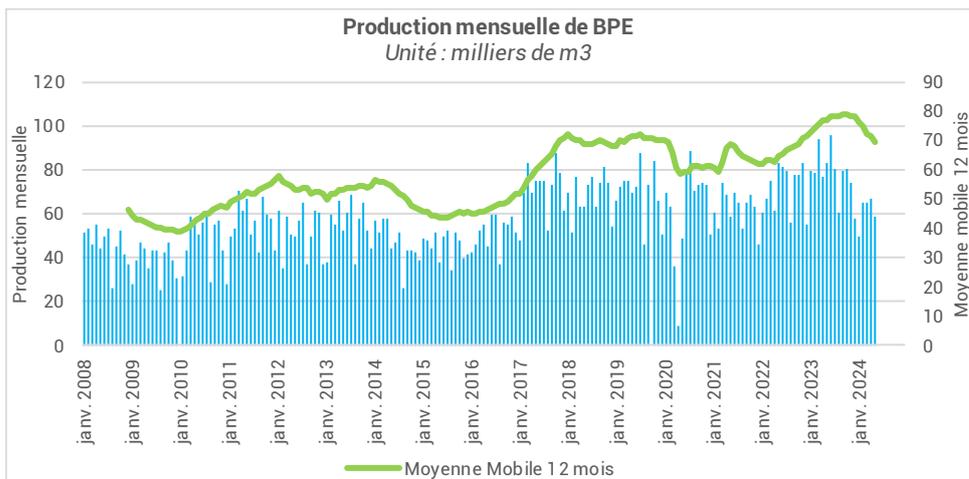
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	465 mill. m ²	-31,5%	▼
Bâtiments agricoles	1 mill. m ²	-86,0%	▼
Secteur privé non agricole	312 mill. m ²	-34,9%	▼
Dont locaux industriels	48 mill. m ²	-76,5%	▼
Dont commerces	54 mill. m ²	-32,2%	▼
Dont bureaux	81 mill. m ²	-29,8%	▼
Dont entrepôts	86 mill. m ²	+50,1%	▲
Dont autres locaux	43 mill. m ²	+96,8%	▲
Secteur public	152 mill. m ²	-21,0%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	59 248 m3	-28,7%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	306 723 m3	-25,7%	▼

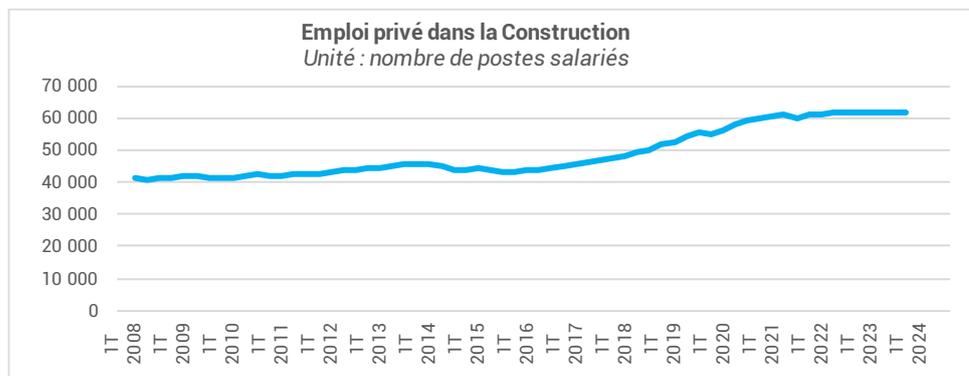
-25,7% ▼
 entre janv. et mai 2024
PRODUCTION DE BPE
 EVOL 1AN
306 723 m3



Sources :
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	61 415 sal.	-0,8%	=



-0,8% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

61 415 sal.

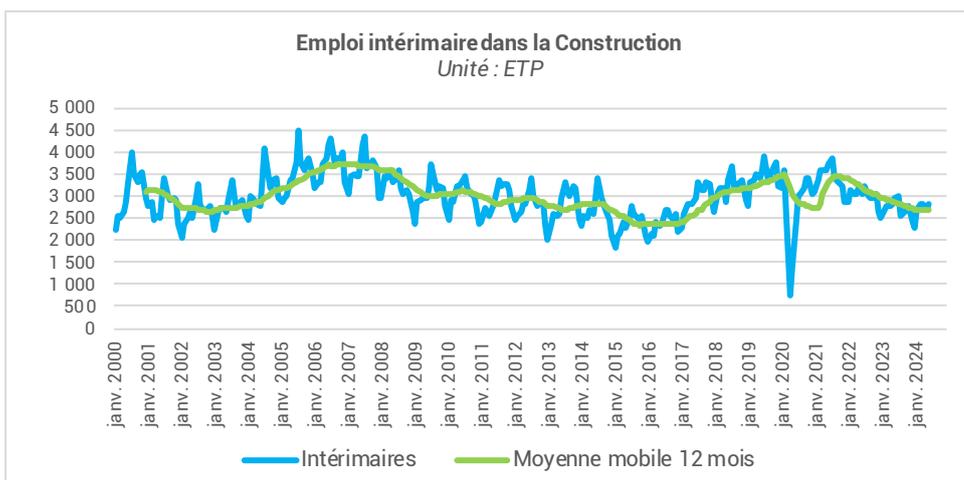
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	2 842 ETP	-4,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	2 773 ETP	-2,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	2 684 ETP	-6,1%	▼

-2,6% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

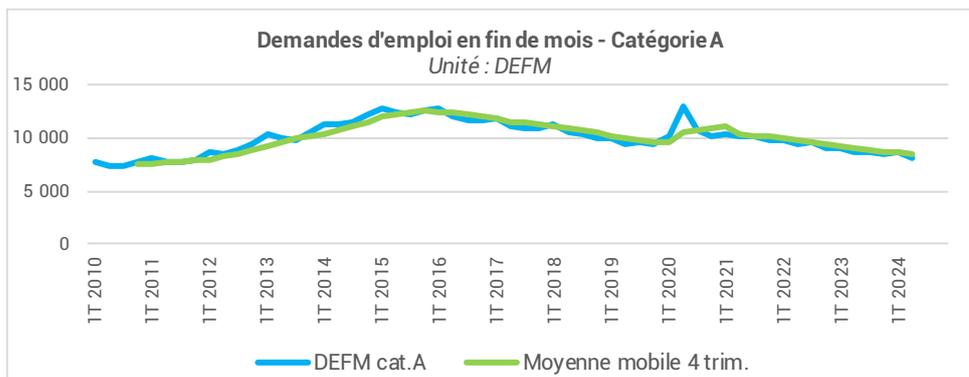
2 773 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	8 052 DEFM	-6,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	105 328 DEFM	+0,0%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	8%	0,0 pt	=



-6,7% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

8 052 DEFM

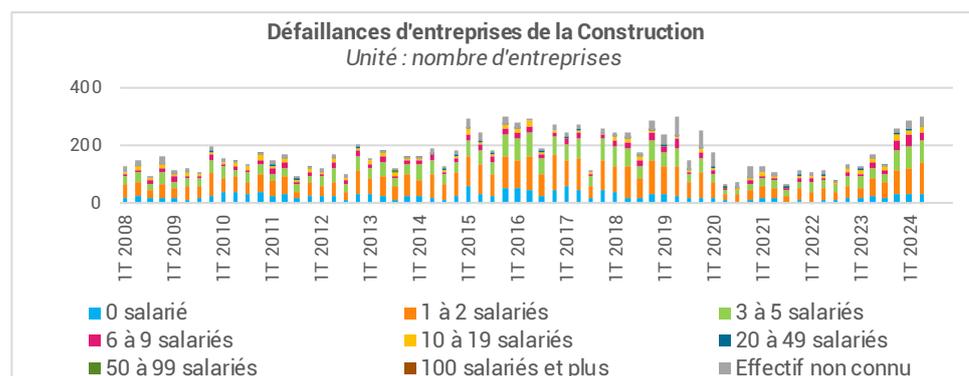
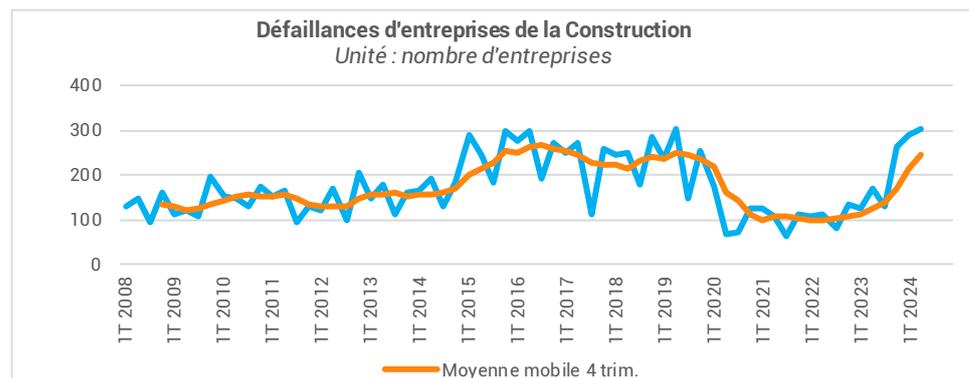
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	302 défaillances	+79,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	981 défaillances	+94,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	947 salariés	+12,3%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 513 salariés	+56,0%	▲



+79,8% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

302 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-de-Marne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-22,8% ▼ 8 000 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-28,9% ▼ 9 900 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an), en M€	-2,6% ▼ 2,06 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-23,8% ▼ 220 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+4,9% ▲ 428 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en m3	-16,0% ▼ 230 075 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an)	+0,2% = 44 602 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1an)	+1,0% ▲ 3 972 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-8,4% ▼ 3 905 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	8 000 lgts	-22,8%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-15,5%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-23,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 600 lgts	-23,1%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	9 900 lgts	-28,9%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-21,9%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-15,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	9 500 lgts	-29,3%	▼

-22,8%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

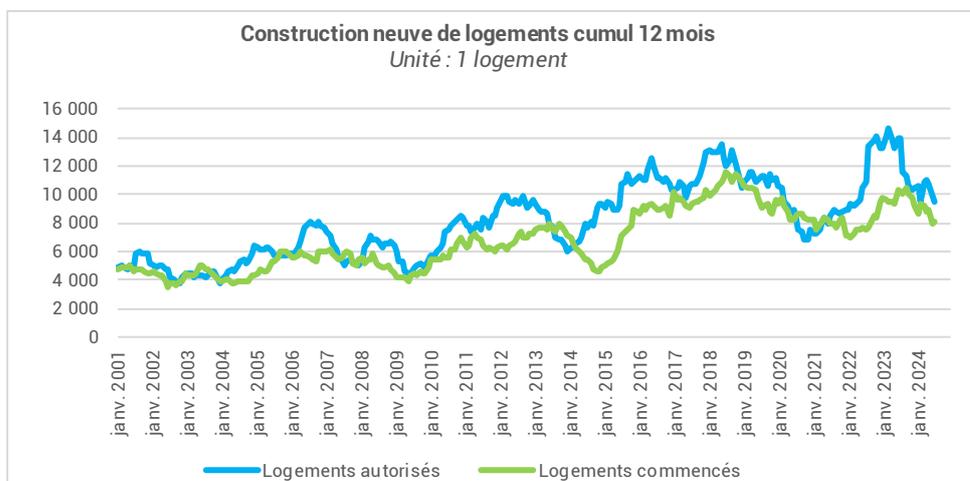
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

8 000 lgts**-28,9%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

9 900 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	2,06 M €	-2,6%	▼
Nombre d'ÉCO-PTZ	110 ÉCO-PTZ	+10,0%	▲

-2,6%DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

2,06 M €

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	167	-4,0%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	8		

-4,0%EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****167 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

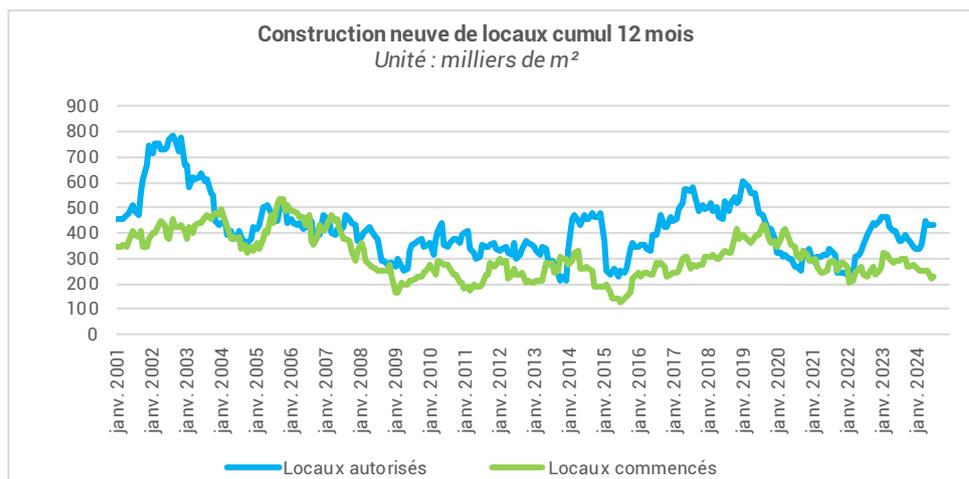
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	220 mill. m ²	-23,8%	▼
Total locaux autorisés	428 mill. m ²	+4,9%	▲

-23,8%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

220 mill. m²**+4,9%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

428 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	220 mill. m ²	-23,8%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-81,8%	▼
Secteur privé non agricole	153 mill. m ²	-34,9%	▼
Dont locaux industriels	17 mill. m ²	+15,0%	▲
Dont commerces	32 mill. m ²	+40,8%	▲
Dont bureaux	57 mill. m ²	-62,5%	▼
Dont entrepôts	33 mill. m ²	+14,4%	▲
Dont autres locaux	14 mill. m ²	-13,9%	▼
Secteur public	67 mill. m ²	+28,5%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	428 mill. m ²	+4,9%	▲
Bâtiments agricoles	4 mill. m ²	n.s.	
Secteur privé non agricole	302 mill. m ²	-5,4%	▼
Dont locaux industriels	36 mill. m ²	-8,8%	▼
Dont commerces	52 mill. m ²	+20,6%	▲
Dont bureaux	143 mill. m ²	-19,4%	▼
Dont entrepôts	30 mill. m ²	-5,7%	▼
Dont autres locaux	41 mill. m ²	+50,5%	▲
Secteur public	123 mill. m ²	+38,5%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

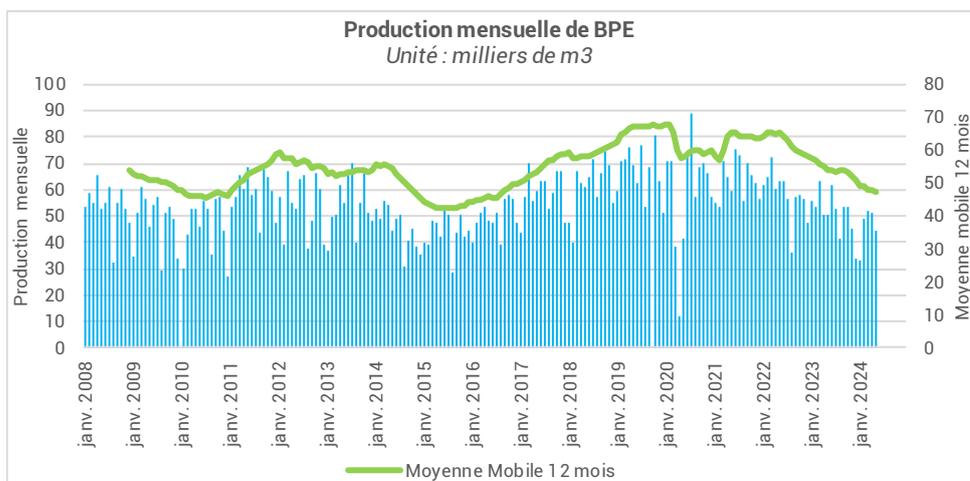
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	44 668 m3	-11,7%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	230 075 m3	-16,0%	▼

-16,0% ▼

entre janv. et mai 2024

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

230 075 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

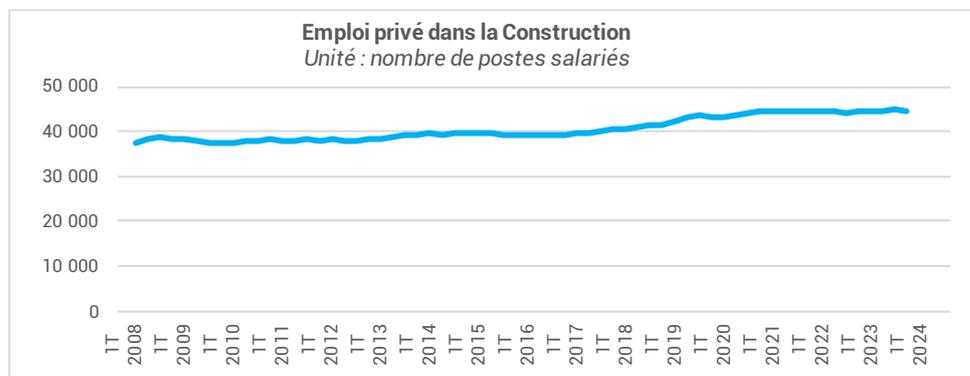
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	44 602 sal.	+0,2%	=

+0,2% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

44 602 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

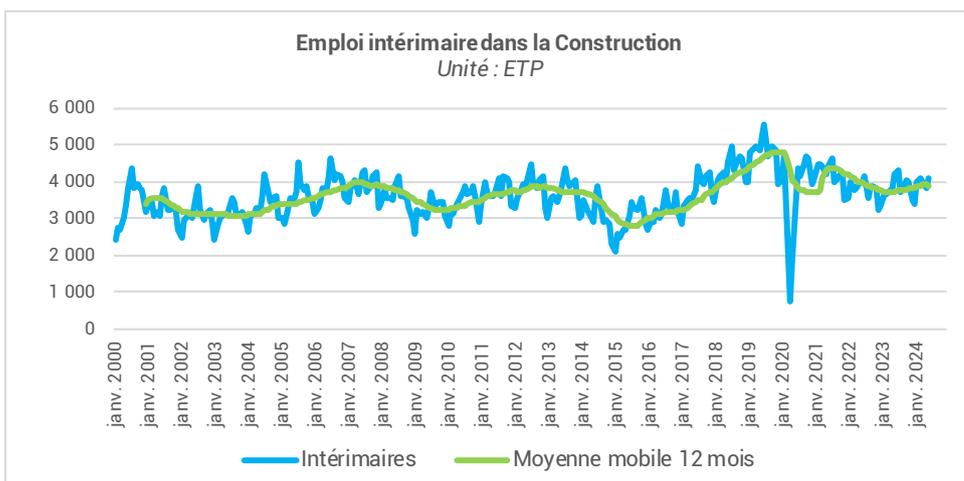


Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	4 115 ETP	-2,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	3 972 ETP	+1,0%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	3 899 ETP	+4,4%	▲

+1,0% ▲

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

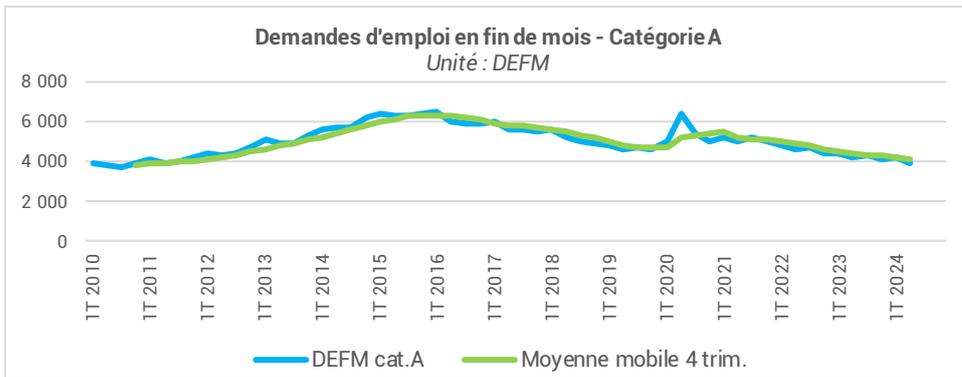
3 972 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 905 DEFM	-8,4%	▼
DEFM tous secteurs économiques	65 014 DEFM	+0,2%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



-8,4% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

3 905 DEFM

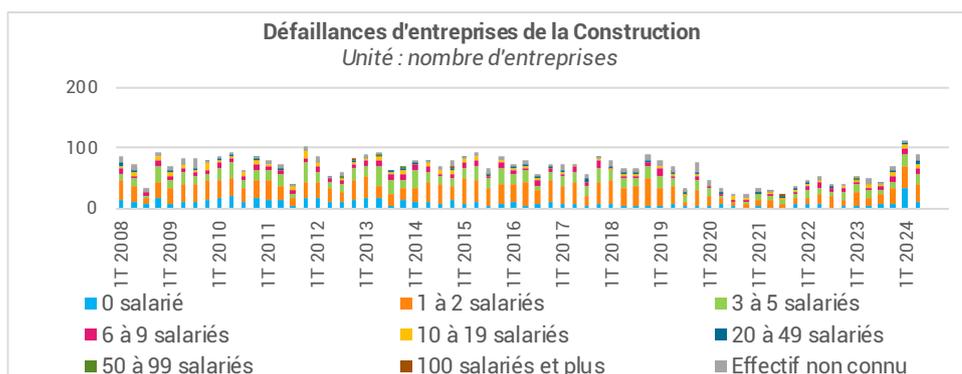
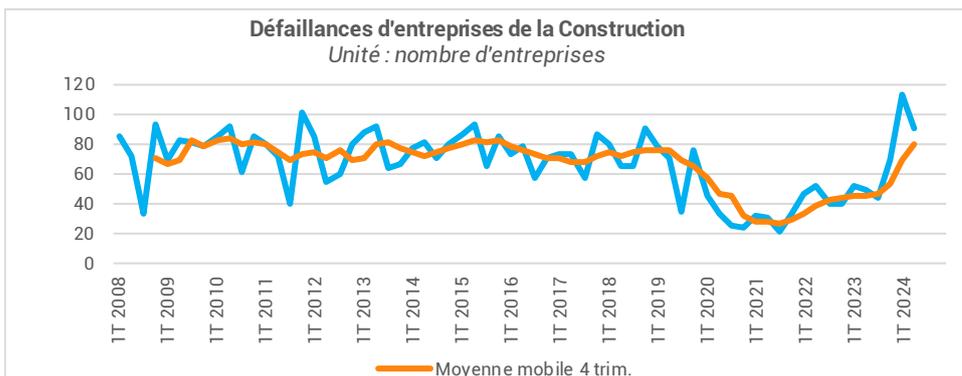
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	91 défaillances	+85,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	318 défaillances	+75,7%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	479 salariés	n.s.	
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 295 salariés	+60,7%	▲



+85,7% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

91 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-d'Oise	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-13,0% ▼ 4 700 lgts	-25,0% ▼ 44 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-20,4% ▼ 4 900 lgts	-22,2% ▼ 55 300 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+18,1% ▲ 2,89 M€	+31,4% ▲ 30,89 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-17,2% ▼ 282 mill. m ²	-20,6% ▼ 2 432 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+65,4% ▲ 760 mill. m ²	-3,8% ▼ 4 256 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2024 (évol 1an), en m3	-4,4% ▼ 168 317 m3	-19,9% ▼ 2 078 076 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 (évol 1an)	+0,9% = 38 184 sal.	-0,2% = 361 283 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2024 (évol 1an)	-7,4% ▼ 2 323 ETP	-1,2% ▼ 25 768 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-5,7% ▼ 4 018 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2024 Evol 1 an		
nents commencés	4 700 lgts	-13,0%	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-32,4%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	+9,4%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	4 000 lgts	-11,2%	▼
nents autorisés	4 900 lgts	-20,4%	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-22,9%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-3,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 900 lgts	-21,4%	▼

-13,0% ▼

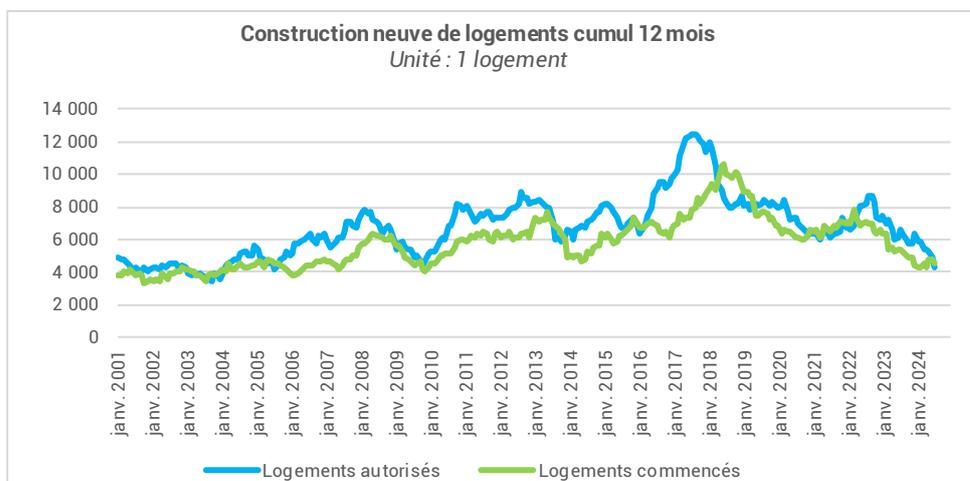
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

4 700 lgts

-20,4% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

4 900 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juillet 2024

Avertissement : Dans les tableaux,
en raison des arrondis, des totaux
peuvent légèrement différer de la
somme des éléments qui les
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	2,89 M €	+18,1%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	152 ÉCO-PTZ	+12,6%	▲

+18,1% ▲

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

2,89 M€

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	153	-16,8%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	7		

-16,8% ▼

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

153 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

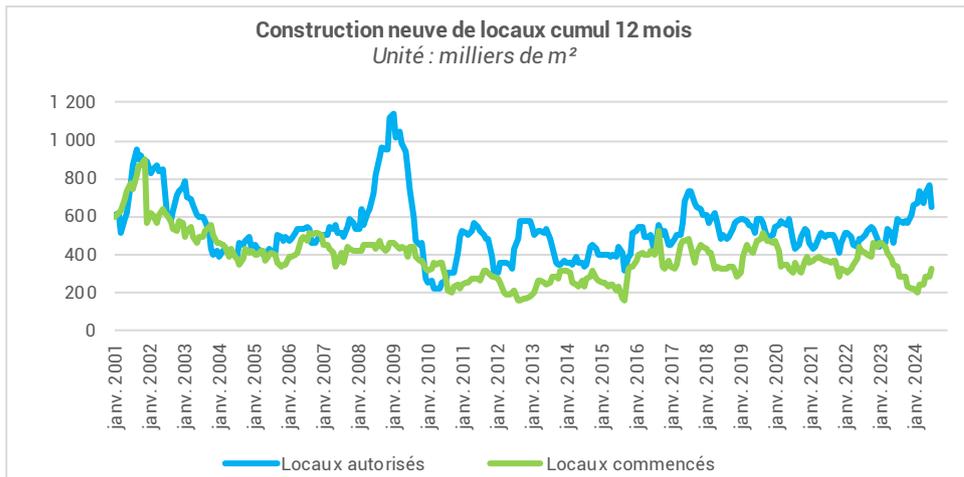
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	282 mill. m ²	-17,2%	▼
Total locaux autorisés	760 mill. m ²	+65,4%	▲

-17,2%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

282 mill. m²**+65,4%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2024)

760 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	282 mill. m ²	-17,2%	▼
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	-41,9%	▼
Secteur privé non agricole	157 mill. m ²	-40,8%	▼
Dont locaux industriels	23 mill. m ²	-30,6%	▼
Dont commerces	27 mill. m ²	-43,2%	▼
Dont bureaux	17 mill. m ²	-67,0%	▼
Dont entrepôts	75 mill. m ²	-25,8%	▼
Dont autres locaux	15 mill. m ²	-52,9%	▼
Secteur public	123 mill. m ²	+71,6%	▲

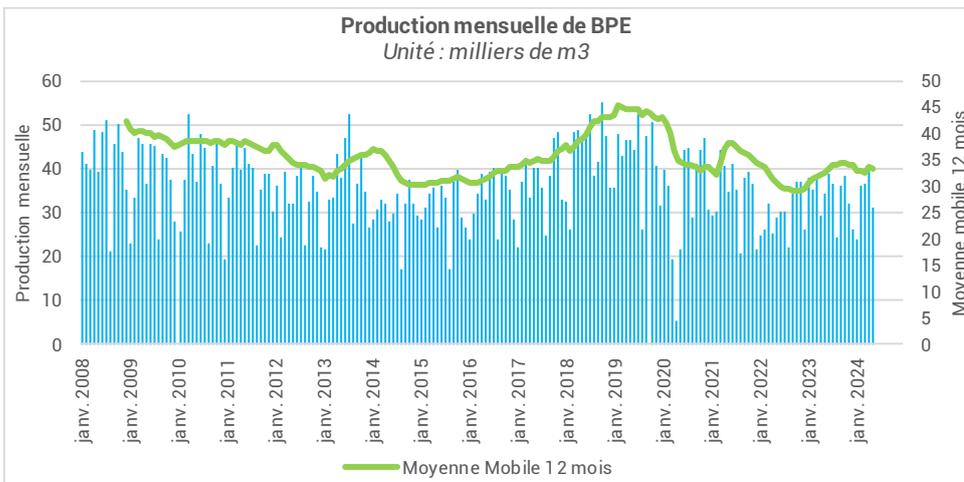
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	760 mill. m ²	+65,4%	▲
Bâtiments agricoles	10 mill. m ²	-27,6%	▼
Secteur privé non agricole	553 mill. m ²	+54,2%	▲
Dont locaux industriels	81 mill. m ²	+19,3%	▲
Dont commerces	62 mill. m ²	+24,3%	▲
Dont bureaux	66 mill. m ²	+13,5%	▲
Dont entrepôts	288 mill. m ²	+129,6%	▲
Dont autres locaux	55 mill. m ²	-2,7%	▼
Secteur public	198 mill. m ²	+124,6%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	31 400 m3	-9,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	168 317 m3	-4,4%	▼

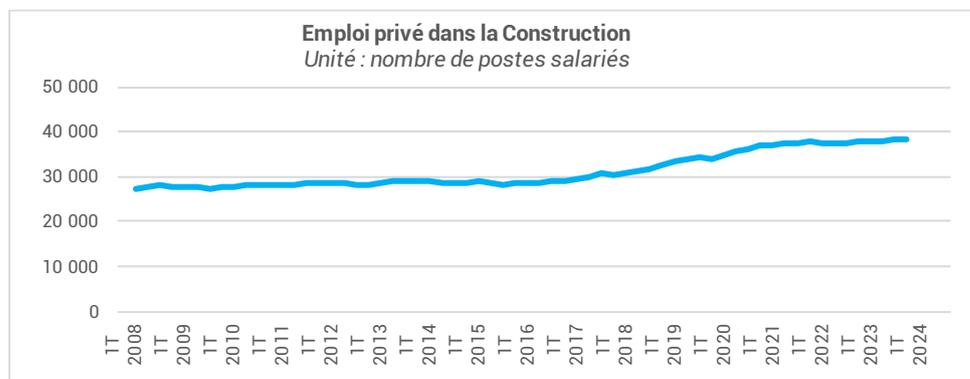
-4,4% ▼
 entre janv. et mai 2024
PRODUCTION DE BPE
 EVOL 1AN
168 317 m3



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 184 sal.	+0,9%	=



+0,9% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

38 184 sal.

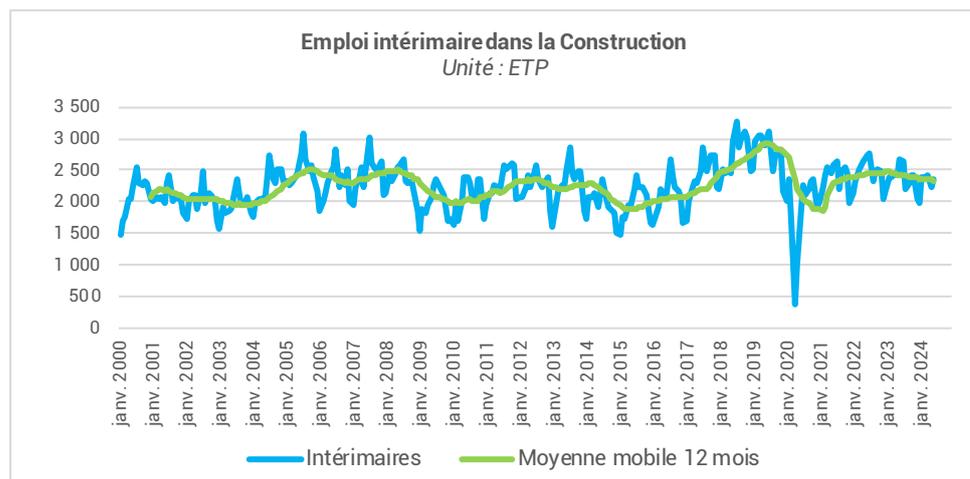
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	2 343 ETP	-12,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	2 323 ETP	-7,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	2 314 ETP	-4,7%	▼

-7,4% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2024

2 323 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 018 DEFM	-5,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	60 750 DEFM	-2,3%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

-5,7% ▼

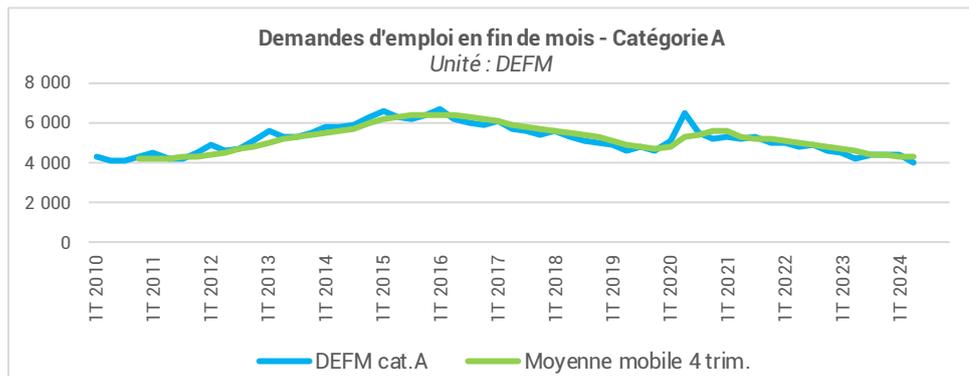
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

4 018 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	89 défaillances	+50,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	307 défaillances	+49,0%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	464 salariés	+79,8%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 333 salariés	+44,1%	▲

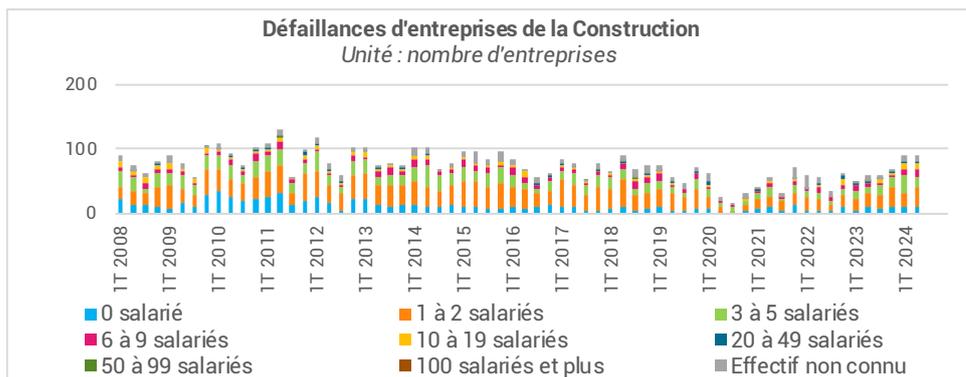
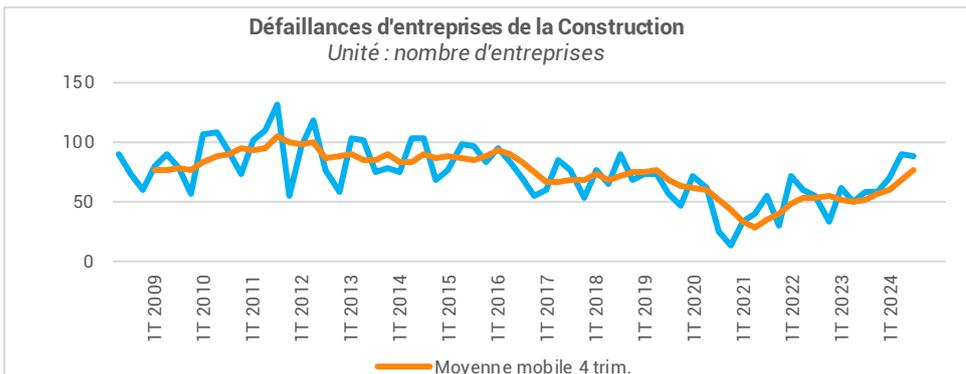
+50,8% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

89 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : sitara.khan.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>